

الشركة التونسية للبنك



SOCIETE ANONYME
au capital de 124.300.000 Dinars

Siège Social	:	Rue Hédi Nouira - 1001 TUNIS
RCB	:	182331996
Tél	:	71.340.477 (100 lignes groupées)
Adresse télégraphique	:	SOTUBANK
Code	:	Peterson 4th Edition Acmé
Télex	:	N° 14135 - 14815 - 15376 - 15377
Adresse S.W.I.F.T.	:	STBK TN TT
FAX	:	71.348.400 - 71.340.009

Sites Web :

Commercial : w.w.stb.com.tn
Commerce électronique : ecom.stb.com.tn
Banque en ligne : stbnet.stb.com.tn

RAPPORT ANNUEL 2004

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 21 JUIN 2005

SOMMAIRE

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION	7
CONDITIONS D'ACCES AUX ASSEMBLEES	9
MESSAGE DU PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL	11
LES CHIFFRES CLES DE LA STB	13
ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL	14
ENVIRONNEMENT NATIONAL	18
Agriculture et Pêche	21
Industrie	23
Tourisme	26
Transport	28
Commerce Extérieur	29
Monnaie et Crédit	31
Prix	33
Investissements	35
SOCIETE TUNISIENNE DE BANQUE	39
Ressources	40
Emplois	43
Titres et Participations	47
Activité Internationale	49
Modernisation de la Banque	52
Réseau d'exploitation	53
Réseau de paiement électronique	54
Marketing, communication et qualité	55
Gestion des ressources humaines et activités sociales	56
Résultats	58
Orientations Stratégiques à Moyen et Long Termes de la Banque	60
ETATS FINANCIERS	63
Bilan au 31-12-2004 (avant répartition des bénéfices)	64
Bilan au 31-12-2004 (après répartition des bénéfices)	65
Etat de Résultat au 31-12-2004	66
Etat de Flux de Trésorerie au 31-12-2004	67
Notes aux Etats Financiers	69
Rapport Général des commissaires aux comptes	83
Rapport Spécial des commissaires aux comptes	84
Résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle	86
RAPPORT DE GESTION DU GROUPE STB	
& ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	89
Rapport de gestion du groupe STB	90
Bilan Consolidé au 31-12-2004	92
Etat de Résultat Consolidé au 31-12-2004	93
Etat de Flux de Trésorerie Consolidé au 31-12-2004	94
Notes aux Etats Financiers Consolidés	95
Rapport Général des commissaires aux comptes (E.F. Consolidés)	103



Assemblée Générale Ordinaire du 21 Juin 2005

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRESIDENT DU CONSEIL & PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL

M. Laroussi BAYOUDH* Représentant l'Etat

ADMINISTRATEURS

MM. Hédi BEN CHEIKH Représentant l'Etat
Mohamed Moncef SAID Représentant l'Etat
Abdelhamid TRIKI Représentant l'Etat
Mohamed JEBALI Représentant l'Etat
Seïfeddine NAGHMOUCHI Représentant l'Etat

MM. Khéïlil BELHOUANE Représentant la CNSS
Taïeb KAMEL Représentant l'ETAP
Abdelkarim MERDASSI Représentant la STAR

MM. Nouredine BOUAOUAJA
Abdelkader HAMROUNI
Mohamed Salah KHALFALLAH

COMMISSAIRES AUX COMPTES

ORGA-AUDIT M. Mohamed Salah BEN AFIA
M. MOURAD GUELLATY

CONTROLEUR D'ETAT

M. Mahmoud Montacer MANSOUR

* M. Laroussi BAYOUDH a été nommé le 06 Août 2004 en remplacement de M. Brahim SAADA.

CONDITIONS D'ACCES AUX ASSEMBLEES

Conformément aux dispositions de l'article 40 des statuts, seuls les titulaires de 10 actions au moins libérées des versements exigibles, peuvent assister aux assemblées de la Banque ou se faire représenter par un autre actionnaire au moyen du pouvoir qu'ils auront l'obligance de remettre à leur mandataire ou le retourner dûment signé, trois jours au moins avant la réunion, à la Direction de l'Ingénierie Financière, Titres et Bourse de la Banque sise au : 34, Rue Hédi Karray - Cité des Sciences – EL Menzah.

Les propriétaires de moins de 10 actions peuvent se réunir pour former ce nombre et se faire représenter par l'un d'eux ou par un membre de l'assemblée.

STRUCTURE DU CAPITAL STB AU 31/12/2004

Actionnaires	Nbre d'Actions	%
Personnes Morales	19 060 853	76,67
Personnes Morales Publiques	13 045 141	52,47
Personnes Morales Privées	6 015 712	24,20
Personnes Physiques	5 799 147	23,33
Total	24 860 000	100,00

MESSAGE DU PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL

La Société Tunisienne de Banque a poursuivi, en 2004, sa stratégie de développement en harmonie avec les objectifs nationaux de mise à niveau et de modernisation du secteur bancaire.

Au cours de cette année, son action a porté essentiellement sur :

- L'amélioration de la qualité des créances et la maîtrise des risques au moyen de l'adoption d'un ensemble de mesures préventives tant en amont, avec une rigueur plus soutenue au niveau de la distribution des nouveaux crédits qu'en aval, avec un retraitement adéquat des créances accrochées et un renforcement accru du suivi des recouvrements sur échéances et sur arriérés ;
- Le développement de l'activité de la Banque à travers la diversification de ses produits et canaux de distribution et le renforcement des nouvelles technologies de l'information et de communication ;
- La modernisation du système d'information et de gestion avec comme objectif d'améliorer les services rendus à la clientèle, de maîtriser les risques et de consolider leur suivi, de mettre à la disposition des gestionnaires des outils d'aide à la décision et de renforcer la sécurité des traitements et des données ;
- L'amélioration du savoir faire et de l'expertise du personnel, pierre angulaire de toute œuvre de développement et ce, par le biais notamment d'une formation continue et ciblée dans les différents métiers de banque ainsi qu'une politique de motivation privilégiant la compétence et le mérite.

Il s'en est suivi une progression des principaux indicateurs d'activité de la Banque avec +282 millions de dinars ou 7 % pour les ressources et + 210 millions de dinars ou 6,5 % pour les concours à l'économie, ayant permis de dégager un PNB de 124 millions de dinars et un RBE de près de 32 millions de dinars.

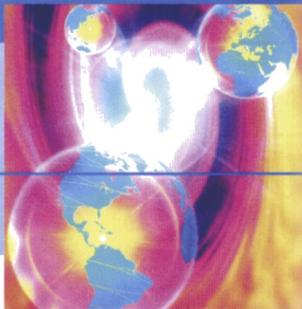
La poursuite de l'application de cette stratégie conjuguée à l'engagement et au dévouement du personnel ainsi qu'au soutien des actionnaires permettront d'améliorer sensiblement la rentabilité de la Banque, de redresser progressivement ses ratios de structure et de maintenir cette prestigieuse institution au premier rang des banques de la place.



LES CHIFFRES CLES DE LA STB

(en millions de dinars)

	2002	2003	2004	Variations 2004/2003	
				Absolue	%
BILAN					
Total Bilan	4 228,8	4 005,3	4 287,6	282,3	7,0
Dépôts & avoirs de la clientèle	2 193,4	2 277,0	2 630,0	353,0	15,5
Créances sur la clientèle	2 944,1	2 998,6	3 203,6	205,0	6,8
RÉSULTATS					
Marge d'intermédiation	64,5	61,0	63,8	2,8	4,5
Volume des commissions	34,7	34,3	36,3	2,0	5,9
Produit net bancaire	124,2	116,9	124,2	7,3	6,3
Charges de gestion	81,8	82,9	88,8	5,9	7,2
Résultat brut d'exploitation (avant provision)	37,2	29,5	31,6	2,1	7,1
Charges de provisions	22,2	10,8	28,3	17,6	163,1
Résultat net d'exploitation	15,0	18,7	3,3	-15,5	-82,6
Résultat net de l'exercice	19,5	18,5	5,3	-13,2	-71,4
RATIOS FINANCIERS ET PRUDENTIELS					
Rentabilité des fonds propres (ROE)	4,77%	4,46%	1,16%		
Rentabilité des actif (ROA)	0,48%	0,45%	0,12%		
Coefficient d'exploitation	71,5%	76,5%	76,0%		
Commissions/masse salariale	55,5%	52,2%	49,8%		
Ratio de solvabilité	11,2%	11,8%	11,2%		
Ratio de liquidité	97,5%	100,8%	112,9%		
VALEUR EN BOURSE					
Cours de l'action (au 31 décembre)	8,890 D	6,880 D	6,460 D		
Capitalisation boursière	221 MD	171 MD	161,6 MD		
EFFECTIFS	2 949	2 914	2 700		
NOMBRE D'AGENCES	116	117	117		



ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

L'année 2004 a été caractérisée par un redressement de l'économie mondiale avec un taux de croissance de 4 %, soit la meilleure performance depuis plus de vingt ans malgré la persistance des disparités au niveau régional et les perturbations occasionnées par la flambée du prix du pétrole, la chute du dollar et la situation géopolitique.

Aux **Etats-Unis**, la croissance est restée vigoureuse en 2004, atteignant 4,4 %. La consommation et l'investissement ont progressé à des rythmes soutenus grâce aux baisses d'impôts répétées et au faible niveau des taux d'intérêt. Les exportations ont aussi été stimulées par la faiblesse du dollar, et le chômage n'a pas dépassé 5,4 %.

Après les résultats décevants de 2003, le **Canada** a enregistré un regain de dynamisme de son économie en 2004 et son PIB s'est accru de 3,25 % suite à la forte reprise des exportations. La demande intérieure demeure assez faible et l'inflation n'a pas dépassé les 2 % fixés par la Banque du Canada.

L'**Union européenne**, qui s'est élargie à 25 pays en 2004, semble très hétérogène et est à la recherche de la meilleure gouvernance économique et sociale menant à l'intégration et corrigeant les dissymétries économiques.

Au **Royaume-uni**, la croissance du PIB a été supérieure aux prévisions, soit 3,2 %. Cette performance s'explique par la hausse des exportations consécutive à la baisse de la livre sterling et par la vigueur du marché immobilier ainsi que du secteur tertiaire. Le chômage a enregistré en 2004 son plus faible taux depuis 1990, soit 4,7 %, et ce, malgré le recul de l'activité industrielle et la suppression de postes de travail. L'inflation a aussi été limitée à 1,3 %.

La **zone euro** a réalisé en 2004 une croissance moins soutenue que celle des autres blocs régionaux, n'ayant pas dépassé les 2 %. L'activité économique s'est accélérée au cours du premier semestre grâce à l'importance du commerce avec le reste du monde mais la demande intérieure n'a pas suivi, le taux de l'épargne des particuliers restant élevé et l'investissement atone. Le marché du travail a aussi manqué de vigueur, le chômage s'établissant à 8,8 %. L'inflation a, pour sa part, dépassé légèrement le seuil des 2 %, soit 2,5 % en 2004, stimulée par l'envolée des cours du pétrole et des prix réglementés et ce, malgré le raffermissement de l'euro face au dollar qui a permis d'éponger une partie de cette hausse des prix de l'énergie libellés en dollar.

La **France** a connu un premier semestre 2004 en nette amélioration par rapport aux prévisions

puisque la croissance a été proche de 3 % en rythme annuel. Cependant, dès le troisième trimestre, la hausse des cours du pétrole et des matières premières a freiné la relance et, au dernier trimestre, le renchérissement des produits à l'export suite à la forte appréciation de l'euro face au dollar a lourdement pesé sur la croissance qui n'a atteint que 2,1 %.

Après trois années de stagnation, l'activité économique en **Allemagne** a repris au premier semestre sous l'impulsion des exportations. Le PIB s'est accru de 1,2 % en 2004, mais la demande intérieure est restée faible, en particulier la consommation sur laquelle pèse la crainte du chômage qui a atteint 9,2 % et le durcissement des critères d'attribution des prestations de sécurité sociale.

L'**Italie** a connu en 2004 des résultats décevants et sa croissance a été l'une des plus faibles parmi les pays de l'OCDE, soit 1,3 %. Cette situation découle de la stagnation de la production industrielle, d'une perte de compétitivité et d'une hausse de l'inflation. Le taux de chômage a atteint 8,1 % en moyenne mais dépasse les 17 % dans le sud, tandis que la dette s'est élevée à 106 % du PIB.

Le **continent asiatique** et plus particulièrement la région Est et le sous-continent indien

ont poursuivi leur croissance en 2004, dépassant 5 % malgré les fortes disparités qui semblent préoccupantes. Le Cambodge, le Laos, la Birmanie et le Timor Oriental forment la région pauvre de ce continent tandis que Singapour, la Malaisie, la Thaïlande et même le Vietnam représentent les économies les plus dynamiques avec, parfois, une croissance qui se rapproche de 8 %.

Toutefois, pour nombre de ces pays dont les côtes ont été ravagées en fin d'année par un raz de marée d'une violence rare, l'ONU estime que des efforts s'étalant sur dix années sont nécessaires pour effacer les conséquences de ce désastre.

Après six années de déflation, **l'économie japonaise** s'est redressée, enregistrant une croissance de 4 % favorisée essentiellement par les exportations, et en particulier celles à destination de la Chine et des Etats-Unis. La consommation, en évolution modérée mais constante, a également soutenu la reprise tandis que le chômage n'a pas dépassé 4,8 %.

Malgré ces résultats positifs, certains problèmes se posent toujours tels l'endettement public massif qui s'élève à 145 % du PIB et les mauvaises créances des banques.



La **Chine**, dont l'économie se place au sixième rang mondial, a réalisé, en 2004, une croissance exceptionnelle de son PIB avec 9,5 %. Les IDE se sont développés au rythme de 23,5% (atteignant 56 milliards d'euros) et le commerce extérieur de 36,7 % (avec 880 milliards d'euros). Ainsi, ce pays est devenu, trois ans après son adhésion à l'OMC, troisième puissance commerciale. L'économie chinoise continue à bénéficier du dynamisme de la consommation, favorisée par la forte progression des revenus ruraux, et des exportations qui profitent de l'importante évolution des IDE et de la compétitivité élevée des produits chinois due à la stabilité des taux de change et des faibles coûts unitaires de main-d'œuvre ainsi que de la fin de l'Accord Multi-Fibres en 2004.

L'**Inde** clôture l'année 2004 par un bilan positif et une croissance du PIB proche de 8 % malgré une contribution agricole modeste, les récoltes n'ayant progressé que de 2 % contre 9,1 % en 2003. Le secteur industriel a maintenu sa croissance à 7,2 %. L'économie indienne importe 70 % de ses besoins en pétrole et nécessite une croissance régulière et supérieure à 7 % pour résorber la pauvreté, ce qui la rend très sensible à l'évolution des prix des hydrocarbures.

Le **continent Sud-américain** a réalisé une croissance de 5,5 % de son PIB en 2004

grâce notamment à la dynamique des exportations vers la Chine qui ont augmenté de 75 % en rythme annuel. Les investissements et la consommation privés sont en progression et contribuent fortement à cette expansion alors que l'inflation est restée contenue au cours de cette année.

Le **Brésil** a connu une importante évolution de 6 % de son PIB soutenue par la demande intérieure. La consommation privée s'est redressée sous l'effet de la progression des crédits au secteur privé, du recul du chômage et de l'accroissement des salaires réels. L'investissement privé a aussi évolué grâce à l'amélioration du climat des affaires.

Deux années après l'effondrement financier de 2002, l'**Argentine** a enregistré une croissance importante de son PIB dépassant les 7 % en 2004. Cette performance s'explique par le dynamisme des exportations favorisées par la dévaluation de 70 % du peso.

Le **continent africain** n'a pu réaliser, en 2004, d'avancée économique propre à lui permettre de diminuer la pauvreté et d'approcher les objectifs du Millénaire adoptés par la communauté internationale en 2000 et visant la réduction de la pauvreté dans le monde de moitié en l'an 2015. En fait, le revenu par tête d'habitant en Afrique a baissé de 11 % en

vingt-cinq ans alors qu'il a progressé de 2 % par an dans le reste du monde.

La Conférence des nations-unies sur le commerce et le développement a publié en 2004 un rapport expliquant une des causes de ce recul, à savoir la dette. En effet, l'Afrique a reçu, de 1970 à 2002, 540 milliards de dollars de prêts, en a remboursé 550 milliards de dollars en intérêts et principal et était toujours redevable de 295 milliards de dollars à ses créanciers en 2002.

Plusieurs tentatives de remédier à cette situation sont en ébauche et varient entre un appel à effacer simplement la dette des PPTE (pays pauvres très endettés) et une contribution plus importante des pays industrialisés à l'aide au développement, même si cette aide ne doit pas dépasser 0,2 % du PNB mondial.

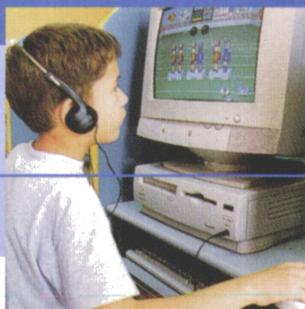
Cependant, l'Afrique dispose toujours de vastes réserves de développement qu'il convient de mobiliser et déjà, de nombreux pays africains ont démontré leur capacité à progresser et à se développer dans tous les domaines.

L'économie mondiale s'avère ainsi multiple, le monde étant fractionné et inégal avec une

production, un commerce international et des flux d'investissements directs dominés par quelques pays riches. Au Sud, les écarts se creusent avec l'émergence de pays extrêmement dynamiques et la marginalisation des autres, trop nombreux.

Cet état de l'économie mondiale s'explique par le changement des ressorts de la croissance basés de plus en plus sur la connaissance et la capacité d'innovation. Les pays du Sud ne peuvent envisager de diminuer les écarts de développement qu'en adoptant au plus vite les technologies avancées, processus qui risque d'être entravé par le manque d'infrastructures telles la recherche et l'enseignement supérieur, les technologies de l'information et de la communication, la propriété intellectuelle...

Le prochain Sommet mondial sur la société de l'information, qui se tiendra à Tunis, sera une occasion de réfléchir sur les méthodes et moyens à même de réduire les disparités en matière d'acquisition et de maîtrise des technologies de l'information et de la communication, elles-mêmes vecteur de développement des autres secteurs, et des pays, engendrant ainsi l'avancée civilisationnelle confortant paix et stabilité souhaitée.



ENVIRONNEMENT NATIONAL

Dans un contexte mondial de reprise de la croissance dans la plupart des pays industrialisés, l'économie tunisienne a poursuivi son évolution positive, en dépit de facteurs conjoncturels tels l'apparition de certaines tensions inflationnistes alimentées par les niveaux élevés des prix de l'énergie et la volatilité des marchés de change. La progression du produit intérieur brut national en termes réels s'est établie à 5,8 % pendant l'année fiscale 2004 contre 5,6 % prévus dans le cadre des objectifs du schéma de développement.

Ce résultat a été obtenu grâce à l'évolution favorable de la plupart des secteurs d'activités et en particulier au dynamisme du secteur de l'agriculture et à la consolidation de la croissance des secteurs de l'industrie, notamment les industries agro-alimentaires, ainsi que des activités de services particulièrement le tourisme, les communications et le transport aérien qui ont un effet de relance sur l'économie nationale.

Le secteur agricole, qui produit 12,9 % du PIB a enregistré sur toute l'année 2004, une croissance de sa valeur ajoutée de 9 % en termes réels, en rapport avec le niveau de production réalisé dans la plupart des branches d'activité, principalement la céréaliculture et l'oléiculture.

La campagne céréalière qui a bénéficié de conditions climatiques favorables se situe au niveau des années de bonnes récoltes avec une production qui a atteint 23,5 millions de quintaux en 2004 après la réalisation d'un niveau record de

production, soit 29 millions de quintaux en 2003 et seulement 5,1 millions de quintaux en 2002.

La production d'olive à huile au titre de la campagne oléicole 2003-2004 a atteint 1.400 mille tonnes contre 350 mille tonnes la campagne précédente ce qui a permis de réaliser une production de 280 mille tonnes d'huile d'olive en 2003-2004 contre 70 mille tonnes seulement la campagne écoulée. La campagne oléicole 2003-2004 s'est caractérisée par des exportations d'huile d'olive qui se sont élevées à 211,2 mille tonnes contre 39,9 mille tonnes en 2003 pour une valeur de 708 millions de dinars contre 114,3 millions de dinars en 2003, se rapprochant des records atteints en 1993-1994.

Le taux de croissance du PIB hors agriculture et pêche a atteint 5,4 % en 2004 contre 5,3 % prévus et 3,6 % enregistrés en 2003. Cette évolution reflète l'affermissement de la reprise de l'activité économique au niveau des secteurs en difficulté comme le tourisme et le transport international.

Concernant le secteur des industries non manufacturières, le rythme de croissance s'est accéléré passant de 1,5 % en 2003 à 3,6 % en 2004 sous l'effet de la reprise de la valeur ajoutée du secteur des hydrocarbures.

Suite au raffermissement de l'activité des secteurs du transport, des communications et du tourisme respectivement de 6,2 %, 20,5 % et 7,4 % en 2004 contre 2,1 %, 19,5 % et 2,2 % en 2003,

la valeur ajoutée des activités de services s'est accrue de 7,6 % contre 4,3 % en 2003.

Le secteur touristique a connu, en 2004, une évolution des entrées des non-résidents de 17,3 % au lieu de 1 % seulement l'exercice précédent et une reprise des nuitées globales de 21,5 % contre un repli de 1,4 % au terme de l'année 2003. Cette situation a généré des recettes touristiques qui sont passées de 1.902,9 millions de dinars à 2.238,8 millions de dinars, en accroissement de 17,7 % contre une baisse de 5,8 % en 2003.

Les échanges commerciaux de la Tunisie avec l'extérieur ont retrouvé, en 2004, une nette vigueur. La progression s'est établie à 16,6 % pour les exportations et à 13 % pour les importations contre 6,1 % et 3,9 % en 2003.

Les exportations se sont élevées à 12.054,9 millions de dinars en 2004 contre 10.342,6 millions de dinars en 2003, en hausse de 1.712,3 millions de dinars grâce principalement à l'expansion des exportations du secteur de l'agriculture et des industries agroalimentaires et à la reprise des exportations de mines, phosphates et dérivés. Les importations ont atteint 15.864,2 millions de dinars en 2004 contre 14.038,9 millions de dinars en 2003, suite notamment à l'accroissement des importations des matières premières et demi-produits.

Cette situation qui s'est traduite par l'élargissement du déficit commercial de 3,1 % a permis, toutefois, le relèvement du taux de cou-

verture qui s'est établi à 76 % de la valeur totale des importations contre 73,7 % en 2003, les exportations ayant tiré parti du renchérissement de la monnaie européenne.

La maîtrise du déficit courant s'est poursuivie en 2004 grâce à la bonne tenue du commerce extérieur, la reprise des recettes touristiques et l'accroissement de celles du transport aérien et ce, en dépit de certaines pressions sur le solde de la balance courante suite aux profondes mutations sur la scène internationale notamment la concurrence accrue au niveau du secteur textile et cuir générée par le démantèlement des Accords Multi-Fibres.

Les exportations et les importations de biens et services ont progressé respectivement aux taux de 5,2 % et de 3,7 % à prix constants en 2004 contre 0,3 % et 0,7 % en 2003. Le déficit courant de la balance des paiements a été comprimé de 251,9 millions de dinars en 2004 pour revenir de 979,9 millions de dinars en 2003 à 728 millions de dinars en 2004 ou 2,1 % du PIB alors qu'il se situait à 3 % du PIB en 2003.

L'enveloppe des investissements qui a atteint 8.023 millions de dinars en 2004 contre 7.520 millions de dinars en 2003, a repris de 6,5 % après une diminution de 0,3 % une année auparavant. Le taux d'investissement a baissé, toutefois, de 0,5 % revenant de 23,4% du PIB à 22,9 % du PIB suite à la décélération du rythme des investissements dans les



industries manufacturières, particulièrement dans le secteur du textile, cuir et chaussures.

Le taux d'inflation s'est situé, au titre de l'année 2004, à 3,6 % pour des prévisions de 2,5 % et 2,7 % enregistrés une année auparavant. Ce résultat a été obtenu suite à des ajustements des prix administrés ainsi qu'à l'augmentation conjoncturelle des prix de certains produits alimentaires, à la hausse des cours de l'énergie sur le marché mondial et des cours de la majorité des autres produits de base notamment les matières premières industrielles.

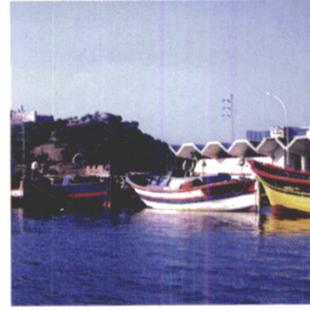
Les paramètres d'endettement extérieur se sont améliorés malgré l'appréciation de la monnaie de paiement européenne sur le marché des changes. Le taux d'endettement est ainsi revenu de 51,1 % du revenu national disponible brut en 2003 à 49,3 % en 2004 alors que le ratio du service de la dette est passé respectivement de 13,1 % à 14,4 % des recettes courantes suite au remboursement de l'emprunt du marché financier japonais "Samourai1".

La Tunisie a mis en place une politique macroéconomique rigoureuse en renforçant la gestion de son économie. Les progrès ont été ainsi accomplis grâce à la diversification du tissu économique et à l'adoption d'une stratégie de croissance inspirée des principes de développement durable à la faveur de réformes structurelles qui s'inscrivent dans une dynamique graduelle et prudente de libéralisation.

Toutefois, la Tunisie doit faire face au défi de l'accélération du processus de la mondialisation sur les plans économique et financier avec l'ouverture totale de ses frontières conformément aux engagements pris avec l'Union Européenne et l'Organisation Mondiale du Commerce.

En cette phase de transition, et compte tenu de la concurrence des pays asiatiques notamment de la Chine, la Tunisie doit réussir une meilleure intégration dans son environnement régional, en exploitant toutes les opportunités de complémentarité pour de nouveaux partenariats notamment dans le cadre des économies des pays maghrébins et de la région du Moyen Orient et d'Afrique du Nord qui doivent agir ensemble pour renforcer leur position extérieure, préserver leurs parts de marché et gagner en économies d'échelle.

Une série de mesures ont été prises, en 2004, dans les divers secteurs économiques destinées essentiellement à renforcer la compétitivité de l'entreprise, le financement de l'économie et à promouvoir l'emploi. Ces mesures ont trait notamment à la consolidation de la mise à niveau des entreprises, à l'encouragement des investissements notamment immatériels et technologiques ainsi qu'à la poursuite de la mise en œuvre du programme de démantèlement tarifaire et l'assouplissement du contrôle de change et de commerce extérieur.



AGRICULTURE ET PECHE

La mise en œuvre des mesures adoptées dans les différents domaines de la production agricole et de la mobilisation des ressources naturelles s'est poursuivie en 2004 en vue de réaliser un développement équilibré des secteurs et des régions et d'assurer la sécurité alimentaire.

La campagne agricole 2003-2004 a été caractérisée par de très bonnes conditions climatiques, la pluviométrie ayant dépassé les moyennes enregistrées dans toutes les régions du pays, avec des améliorations variant de 12 % dans le centre-ouest à 61 % dans le nord-est.

Ainsi, la production agricole a atteint 3.212 millions de dinars contre 3.050 millions de dinars prévus et une moyenne de 2.661 millions de dinars au cours du IXème plan alors que la valeur ajoutée a été estimée à 2.632 millions de dinars contre respectivement 2.516 millions de dinars et 2.213 millions de dinars.

Cette évolution a été constatée au niveau de tous les secteurs de la production agricole. Avec 23,5 millions de quintaux, la production céréalière est considérée comme très satisfaisante malgré une baisse par rapport à l'année 2003 dont le niveau (29 millions de quintaux) est assez exceptionnel.

Concernant l'arboriculture, la campagne 2003-2004 a enregistré la production de 1,4 million de tonnes d'olives à huile, soit 280 mille tonnes d'huile. Les exportations d'huile d'olive ont ainsi largement évolué, atteignant 211,2 mille tonnes pour une valeur de 708 millions de dinars à fin 2004 contre 39,9 mille tonnes et 114,3 millions de dinars à fin 2003.

Au niveau de la culture des agrumes et en conséquence de la forte température observée lors de la floraison, la production a baissé de 7 %, s'établissant à 209 mille tonnes contre 224 mille tonnes en 2003. Toutefois, les exportations sont passées de 11,9 millions de dinars en 2003 à 14 millions de dinars en 2004.

La production de dattes a augmenté de 10 % en 2003-2004, atteignant 122 mille tonnes dont 62,3 % de Deglet Nour. Leurs exportations ont rapporté 105,1 millions de dinars en 2004 contre 95,2 millions de dinars une année auparavant.

Les cultures maraîchères ont aussi largement progressé au cours de la campagne 2003-2004.

La production de pommes de terre a évolué de 21 % atteignant 375 mille tonnes et celle des tomates s'est accrue de 10 % pour s'élever à 970 mille tonnes.



Le secteur de l'élevage a enregistré durant la campagne 2003-2004 des résultats satisfaisants.

La production de viandes nettes a atteint 240 mille tonnes, en augmentation de 4,8 % par rapport à l'année antérieure.

Les viandes de poulet et de dinde se sont accrues respectivement de 10 % et 21 %.

La production de viandes rouges a, par contre, faiblement reculé de 3 %, le cheptel étant en

phase de reconstitution après la période de sécheresse ayant sévi sur tout le pays.

La production du secteur de la pêche s'est élevée à 102 mille tonnes en 2004 contre 94,8 mille tonnes, soit un accroissement de 7,6%.

Les exportations de poissons, crustacés et mollusques se sont élevées à 15,2 mille tonnes générant 153,2 millions de dinars contre 14,8 mille tonnes et 144,7 millions de dinars en 2003.



INDUSTRIE

Grâce à l'affermissement, en 2004, de l'activité dans le secteur des industries manufacturières, en particulier les industries agro-alimentaires, les industries mécaniques et électriques et celles des matériaux de construction, la valeur ajoutée du secteur industriel a progressé de 4,5 %, en termes réels, contre 1,1 % une année auparavant.

ENERGIE

La production nationale d'électricité s'est accrue de 5,3 % pour atteindre 12,5 milliards de kw/h contre 11,8 milliards kw/h en 2003. La consommation nationale d'électricité est passée à 10,9 milliards de kw/h, enregistrant une progression de 4,3 %.

La production nationale de pétrole brut a augmenté de 5,6 % passant à 3.342 mille tonnes. Quant aux exportations de pétrole brut, elles ont évolué de 15,9 % en volume et de 46,1 % en valeur atteignant 2,8 millions de tonnes et 935,5 millions de dinars.

Les ressources globales de gaz naturel se sont accrues de 6,4 % au terme de 2004 contre 4 % en 2003, pour se situer à 4.125 millions de mètres cubes suite à une évolution de la production de 6,1 %, à l'accroissement de la redevance perçue au titre du passage du gazoduc transcontinental de 10,6 %.

Les importations de gaz, sont restées stables à 629 millions de mètres cubes contre un accroissement de 18 % en 2003.

La consommation totale de carburants est passée de 3,725 millions de tonnes en 2003 à 3,871 millions de tonnes en 2004, en hausse de 3,9 %. Le taux de couverture de la consommation intérieure de carburants par la production nationale s'est contracté revenant de 52,3 % en 2003 à 46,3 % en 2004.

MINES

Malgré la forte reprise du niveau de production de minerai de fer et l'accroissement de la production de plomb, la valeur ajoutée du secteur minier a accusé, en 2004, une baisse de 0,7 % en termes réels après une reprise de 4,5 % une année auparavant.

Le volume de production de phosphate de chaux a progressé à un rythme moins rapide, soit 2 % contre 5,5 % en 2003 pour s'élever à 8,051 millions de tonnes. Les exportations de phosphate brut ont accusé une baisse de 23,6 % en volume et de 25,7 % en valeur.

La production de fer a, toutefois, connu une reprise importante de 51,6 % en 2004, après une régression de 20 % en 2003, passant de 161.000 tonnes à 24.400 tonnes.



Concernant les métaux non ferreux, la production de minerai de plomb a progressé de 4,9 % pour s'élever à 8.600 tonnes alors que celle du zinc a enregistré une baisse de 20 % pour revenir à 52.700 tonnes.

La production de barytine a, de même, accusé une décélération de 30,8 % revenant à 1.800 tonnes en 2004. La production de sel marin a, en revanche, enregistré une hausse de 19,1 % par rapport à 2003 s'élevant à 834.000 tonnes.

INDUSTRIES MANUFACTURIERES

L'activité des industries manufacturières s'est nettement consolidée en 2004 avec un taux de croissance de 5,1 % contre 0,9 % en 2003, l'amélioration ayant touché tous les secteurs d'activité.

Concernant les industries agro-alimentaires, et suite à l'augmentation importante de 288,9 % de la production d'huile d'olive en 2004, leur valeur ajoutée s'est accrue de 12,2 % en termes réels contre 2,5 % en 2003. Cette croissance est également liée à la progression des exportations puisque sur une production de 280 mille tonnes d'huile d'olive, 211,2 mille tonnes ont été exportées pour la valeur de 708 millions de dinars contre respectivement 39,9 mille tonnes et 114,3 millions de dinars en 2003.

Pour l'activité de transformation de céréales, la production de farine boulangère s'est inscrite en hausse de 2,4 % pour se situer à 689 mille tonnes, tandis que les productions de semoule, de pâtes alimentaires et de couscous ont été en retrait respectivement de 9 %, 4,3 % et 8,7 % par rapport à 2003.

La valeur ajoutée du secteur des industries chimiques a progressé à un rythme plus rapide qu'en 2003, soit 3 % contre 0,3 %.

La production de dérivés de phosphate a augmenté pour l'acide phosphorique (6,6 %), l'hyperphosphate (16,7 %), les engrais composés (26,7 %), le phosphate bicalcique (9 %) et le tripolyphosphate de soude (5,9 %). Par contre, les volumes produits de superphosphate simple et d'ammonitre se sont inscrites en baisse respectivement de 11,1 % et de 18,3 %.

Le repli enregistré dans le secteur des industries du textile, du cuir et des chaussures en 2003 s'est poursuivi mais à un rythme moins accentué, ainsi sa valeur ajoutée a accusé une décélération de 0,4 % contre une régression de 3,7 % en 2003.

Sur le plan de la production et grâce à la croissance de la branche du finissage (7 %), les industries du textile, du cuir et des chaussures

étroitement liées à la demande extérieure, ont enregistré une reprise modérée de 0,5 % contre une baisse de 1,4 % en 2003. Les exportations de produits textiles, cuir et chaussures se sont élevées à 4.975,6 millions de dinars en 2004 contre 4.742,2 millions de dinars en 2003, en progression de 5 %.

Au niveau des industries des matériaux de construction, de la céramique et du verre, l'activité s'est nettement consolidée en 2004 avec un taux de croissance de 6 % en termes réels, contre 3 % en 2003.

La production de ciment qui a quasiment stagné en 2003 a connu une reprise de 10,3 % pour se situer à 6,662 millions de tonnes et la production de chaux a repris de 7 % après une régression de 4,9 % en 2003. Les quantités exportées de ciment se sont accrues de 7,4 % et les recettes

se sont améliorées de 17,6 % pour atteindre 978,2 millions de dinars. Quant aux exportations de produits céramiques, elles ont progressé de 41 % en quantité et de 24 % en valeur.

Malgré la décélération de la production au niveau de l'industrie sidérurgique, la valeur ajoutée du secteur des industries mécaniques et électriques s'est accrue de 8 % grâce à l'évolution des industries électriques et électroniques qui ont connu une augmentation de la production et un accroissement des exportations en particulier des fils et câbles électriques et des transformateurs.

Après avoir baissé de 54 % en 2003, les exportations de réfrigérateurs et appareils de production de froid ont augmenté de 21,6 % en 2004. Les exportations de châssis et pièces détachées se sont accrues de 27,1 %.



TOURISME

Le secteur touristique a amorcé une reprise en 2004 qui a favorisé le redressement des principaux indicateurs de performance. La valeur ajoutée du secteur touristique a connu une hausse de 7,4 % en termes réels contre 2,3 % en 2003, et les recettes ont augmenté de 17,6 % contre une baisse de 5,8 % en 2003.

Les entrées des non-résidents étrangers ont évolué de 17,3 % contre 1 % en 2003, pour se situer à 5.997.929 touristes. Cette reprise est imputable à l'augmentation des flux des nord-américains et des européens. Les entrées des européens ont en effet enregistré, au terme de l'année 2004, une progression de 22,6 %. Leur part de marché demeure majoritaire avec 58 % de l'ensemble des entrées contre 56 % en 2003.

Les nuitées globales ont de même nettement évolué de 19,1 % atteignant 33.486.829 unités contre 28.110.684 en 2003. Les nuitées des non-résidents ont totalisé 30.664.500 unités, enregistrant une augmentation de 21,2 % contre une baisse de 2,3 % en 2003. Cette évolution est due essentiellement à l'accélération de la croissance des nuitées européennes qui ont évolué de 22,0 %, pour atteindre 28.873.046 nuitées à fin 2004.

Le tourisme intérieur a de même enregistré une légère augmentation de 0,5 % pour se situer à 2.822.329 nuitées contre 2.809.362 en 2003. La part de ce marché a, cependant, représenté 8,4 % de la totalité des nuitées touristiques en 2004 contre 10,0 % en 2003.

En ce qui concerne les réalisations par région, toutes les zones touristiques ont connu un regain d'activité avec une nette amélioration des taux d'occupation sous l'effet d'un redressement remarquable des taux d'évolution des nuitées.

Cette progression a touché en particulier les régions de Jerba-Zarzis et Sousse-Kairouan qui, avec des nuitées respectives de 8.305.740 et 7.245.557 et des taux de croissance de 25,2 % et 7,2 %, accaparent les meilleures parts de marché soit 25,0 % et 22,0 %. Elles sont suivies par la région de Nabeul-Hammamet avec 5.944.086 nuitées en hausse de 21,0 % et une part de marché de 18,0 %. La région de Skanès-Monastir a, de même, enregistré une progression de 24,2 % avec 3.779.300 nuitées. La part de marché détenue par cette région est de 11,0 %.

Toutes les autres régions ont également connu une augmentation de leurs nuitées variant de

52,7 % pour la zone de Yasmine-Hammamet à 20,0 % pour celle de Gafsa-Tozeur, 12,9 % pour Mahdia-Sfax, 7,3 % pour Tabarka-Ain-Draham, 6,2 % Bizerte-Béjà et pour Sbeitla-Kasserine.

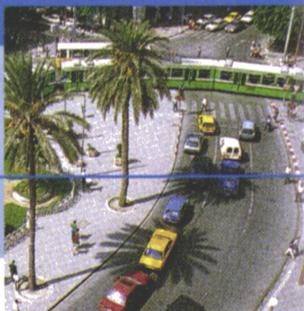
Grâce à la hausse des nuitées des non-résidents, la durée moyenne de séjour et le taux d'occupation relatif se sont améliorés après une baisse en 2003, passant respectivement d'une année à l'autre de 4,9 jours à 5,1 jours par touriste et de 42 % à 48,8 %.

Les recettes touristiques en devise ont suivi la même tendance, enregistrant en 2004, un taux d'accroissement de 17,6 % contre

une baisse de 5,8 % en 2003, pour s'élever à 2.238,8 millions de dinars contre 1.902,9 millions de dinars en 2003.

Dans ce contexte de reprise, la qualité du produit et des services touristiques est l'une des orientations majeures de la stratégie de développement du secteur et constitue la meilleure réponse à la concurrence et un facteur fondamental de pérennité pour le tourisme tunisien.

La prochaine promulgation des nouvelles normes de qualité et de classification des établissements touristiques devrait garantir les conditions de succès de cette orientation.



TRANSPORT

Le programme de développement du secteur du transport s'est axé durant 2004 sur l'amélioration des services, la libéralisation des activités du transport, la participation du privé à la réalisation des projets d'infrastructure ainsi que sur la consolidation du transport collectif.

L'enveloppe d'investissement allouée à ce secteur s'est élevée à 1.152 millions de dinars et le taux de croissance de sa valeur ajoutée à prix constants a été de 6,2 % contre respectivement 1.050 millions de dinars et 2,2 % une année auparavant.

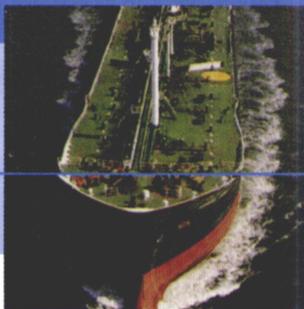
Au niveau du transport ferroviaire, l'année 2004 a été marquée par la poursuite de l'élaboration des études concernant l'infrastructure ferroviaire et la restructuration des entreprises. La SNCFT a ainsi renforcé la correspondance entre le transport ferroviaire et le transport routier et a développé le nombre de voyageurs transportés de 1,7 % pour s'établir à 36,3 millions à fin 2004.

Concernant le transport aérien, les efforts ont été axés au cours de 2004 notamment sur le relèvement de la capacité d'accueil des aéroports, le renforcement de la sécurité et

l'amélioration de la qualité des services tout en consolidant les moyens de contrôle aérien. Ainsi, ce mode de transport a connu un regain d'activité avec des taux de croissance respectifs de 13,5 %, 21,2 % et 2,6 % pour les mouvements d'avions, de passagers et de fret.

L'année 2004 a été caractérisée pour le transport maritime par la poursuite de l'exécution du programme de restructuration des ports visant à favoriser la rationalisation du coût du transport, le relèvement de la productivité, la diversification et l'amélioration des services et à assurer une meilleure utilisation de l'infrastructure afin d'appuyer les secteurs productifs à travers la mise à leur disposition d'un réseau portuaire développé et bien intégré aux réseaux routier et ferroviaire. Le trafic passagers à l'entrée et à la sortie de la Tunisie s'est inscrit en hausse de 4 % s'établissant à 549.738 voyageurs en 2004. De même, le trafic auto-passagers a évolué de 5,9 % totalisant 194.844 véhicules.

Pour le transport routier, l'année 2004 a été marquée par la poursuite de l'ouverture du secteur aux privés notamment dans l'activité du transport de voyageurs urbains et interurbains et l'exploitation des gares routières.



COMMERCE EXTERIEUR

Malgré la conjoncture économique difficile de ces premières années du Xème plan, la Tunisie avance dans la voie de la concrétisation de sa politique de renforcement de la compétitivité de son économie, facteur essentiel dans la réalisation de ses objectifs de croissance, d'emploi et d'intégration dans l'économie mondiale.

Ainsi, dans le cadre de l'accord de libre échange avec l'Union européenne et en application du programme de démantèlement tarifaire, la protection effective de l'économie tunisienne a été ramenée de 44 % en 2003 à 41 % en 2004. Compte non tenu des secteurs agricole et des industries agro-alimentaires, cette protection revenait, d'une année à l'autre, respectivement de 16 % à 12 %.

Parallèlement, les efforts se multiplient pour développer la coopération bilatérale et multipartite tant au niveau régional que mondial, plus particulièrement au niveau de l'espace euro-méditerranéen.

Concernant la promotion des exportations, le suivi et l'exécution des décisions du Conseil Supérieur de l'Exportation et de l'Investissement (CSEI) s'est poursuivi en 2004, permettant l'élar-

gissement de la sphère d'exportation et l'apparition d'une nouvelle génération de jeunes exportateurs pour soutenir une concurrence extérieure grandissante suite, essentiellement, à l'élargissement de l'Union européenne, au démantèlement des accords multi-fibres et à l'adhésion de la Chine à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

Dans ce contexte et en relation avec l'affermissement de l'activité économique à l'échelle nationale et internationale, les échanges de biens avec l'extérieur se sont nettement accélérés avec des taux de croissance de 13 % et 16,6 % respectivement pour les importations et les exportations contre 3,9 % et 6,1 % une année auparavant.

Il en a résulté une amélioration du taux de couverture qui est passé de 73,7 % en 2003 à 76 % en 2004 et un élargissement du déficit commercial avec -3.809,3 millions de dinars contre -3.696,3 millions de dinars en 2003.

Les importations ont atteint 15.864,2 millions de dinars à fin 2004, en progression de 1.825,3 millions de dinars ou 13 %. Cette évolution est imputable à la reprise des importations





de tous les groupes de produits à l'exception des biens énergétiques qui ont accusé une décélération du rythme de leurs achats avec un taux de croissance de 6,9 % contre 18,7 % en 2003.

En ce qui concerne les exportations, elles se sont accrues de 16,6 % pour s'élever à 12.054,9 millions de dinars en 2004 et ont concerné toutes les catégories de produits avec des progressions variant entre 5,2 % et 117 %.

Ces exportations sont manufacturées à raison de 80 % et sont écoulées, en majeure partie, dans les pays de l'Organisation de Coopération et du Développement Economique (OCDE) où les produits sont soumis à des normes sévères et

précises relatives à la qualité, à l'hygiène et à l'environnement.

Il est à noter que la balance alimentaire a enregistré, pour la première fois depuis 1999, un excédent de 185,4 millions de dinars contre un déficit de -328,5 millions de dinars en 2003. Ce redressement s'est opéré grâce, essentiellement, au bond considérable réalisé par les ventes d'huile d'olive qui sont passées d'une année à l'autre de 114,3 millions de dinars à 708 millions de dinars. Les exportations de produits alimentaires ont, ainsi, augmenté de 117 % contre 16,5 % pour les importations, dégageant un taux de couverture en amélioration de 54,5 points de pourcentage pour atteindre 117,8 %.



MONNAIE ET CREDIT

LES RESSOURCES DU SYSTEME FINANCIER RESIDENT

Les ressources totales du système financier résident se sont élevées à 30.035 millions de dinars en 2004, enregistrant un accroissement de 9,3 % contre 4,7 % l'année précédente.

LES RESSOURCES MONETAIRES

Les ressources monétaires ont évolué de 9,5 % en 2004 contre 5,6 % en 2003 suite à l'importante progression de l'agrégat M3 qui a atteint 10,3 % contre 6,3 % une année auparavant.

Cette accélération a été engendrée aussi bien par la hausse de la masse monétaire stricte M2 que par celle de l'agrégat M3 - M2. En effet, les disponibilités monétaires se sont accrues de 695 millions de dinars ou 9,9 % grâce à la consolidation de leurs deux composantes et la quasi-monnaie a atteint 12.161 millions de dinars, en hausse de 11,9 % contre 8 % en 2003.

L'épargne liée et surtout l'épargne logement a aussi évolué positivement en 2004 alors que les obligations et emprunts à plus d'un an ont baissé de 8,2 %

LES RESSOURCES NON-MONETAIRES

Les ressources non monétaires ont enregistré une évolution de 8,8 % en 2004 contre 2,3 % une année auparavant. Cette accélération est conséquente à celles des trois composantes : ressources spéciales, fonds propres et autres ressources.

A fin 2004, les fonds propres ont représenté 15,3 % des ressources consolidées du système financier résident et 17,08 % des crédits intérieurs octroyés contre, respectivement, 15,6 % et 17,1 % en 2003.

LES CONTREPARTIES DES RESSOURCES DU SYSTEME FINANCIER

LES AVOIRS EXTERIEURS

Atteignant 3.127 millions de dinars, les avoirs extérieurs nets ont progressé de 37,2 % en 2004 suite à la mobilisation d'importantes ressources extérieures, dont un emprunt obligataire et certains prêts syndiqués.

Les avoirs nets en devises se sont traduits par un équivalent de 107 jours d'importation à fin 2004 contre 90 jours en 2003.





LE SECTEUR PUBLIC

Contrairement à leur évolution au cours des deux dernières années, les créances nettes sur l'Etat ont augmenté de 16,3 % suite à la consolidation de l'encours en Bons du Trésor auprès des banques.

5,3 % en 2004 contre 4,6 % en 2003. Les crédits à l'économie ont atteint 21.848 millions de dinars, soit 94,6 % des concours à l'économie. Ils se sont accrus de 5,6 % suite notamment à l'accélération des crédits sur ressources ordinaires.

LES CONCOURS A L'ECONOMIE

S'élevant à 23.083 millions de dinars, les concours à l'économie ont enregistré un accroissement de

L'encours du portefeuille titres a atteint 1.235 millions de dinars, soit une évolution de 1,6 % contre 2,6 % en 2003.



PRIX

INDICE DES PRIX DE VENTE INDUSTRIELS

L'indice des prix de vente industriels s'est accru de 3,7 % au cours de l'année 2004 contre 2,4 % en 2003.

Les industries manufacturières ont contribué à hauteur de 73 % à la hausse de l'indice d'ensemble et la variation de l'indice des industries agro-alimentaires a représenté 54 % de cette contribution contre 22,2 % pour les industries mécaniques et électriques, 7,4 % aussi bien pour le secteur des matériaux de construction, céramique et verre que pour les industries chimiques et 5,5 % pour les autres secteurs manufacturiers.

Le secteur des mines a enregistré une baisse de 2,7 % de son indice des prix de vente industriels en 2004 alors que celui de l'énergie s'est apprécié de 6,1 %. Leurs contributions respectives ont atteint -3 % et 30 % de la hausse de l'indice d'ensemble des prix de vente industriels.

INDICE GENERAL DES PRIX A LA CONSOMMATION FAMILIALE

La variation de l'indice général des prix à la consommation familiale a atteint 3,6 % au cours de l'année 2004 contre 2,7 % au terme de l'année 2003.

Le groupe des produits alimentaires a enregistré une importante hausse de 5 % de son indice des prix, contribuant ainsi à raison de 50 % à l'augmentation de l'indice d'ensemble.

Les autres groupes de produits ont enregistré des accroissements variant de 1,6 % pour "l'habillement" à 4,0 % pour "l'entretien, hygiène et soins" et leurs contributions à l'augmentation de l'indice général des prix ont ainsi évolué de 5,5 % à 13,9 %.

Par régime de fixation des prix, les produits libres ont enregistré au cours de l'année 2004 une hausse de 3,7 % de leur indice des prix contre 2,4 % au cours de l'année 2003.



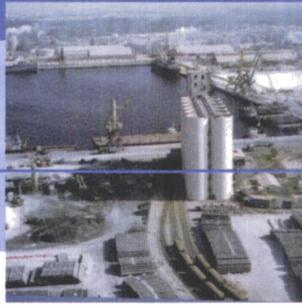
Cette accélération des prix s'explique surtout par celle des produits alimentaires qui a atteint 5,7 % contre 3,6 % une année auparavant.

Les produits libres non-alimentaires ont enregistré, au cours de la période étudiée, une hausse de leur indice des prix de 2,3 % contre 1,5 % en 2003.

Quant aux produits non libres, leur indice a évolué de 3,1 % au cours de l'année 2004

contre 3,4 % l'année précédente. Cette décélération du taux d'accroissement de l'indice des prix se vérifie pour les produits alimentaires qui ont enregistré 2,2 % au cours de l'année 2004 contre 2,9 % l'année précédente ainsi que pour les produits non-alimentaires avec 3,5 % en 2004 et 3,6 % en 2003.

Concernant le glissement de l'indice général des prix sur douze mois, il a été plus important en 2003 qu'en 2004 soit 4,5 % contre 1,1 %.



INVESTISSEMENTS

Grâce aux nombreuses mesures adoptées ces dernières années en vue de limiter les effets négatifs de la conjoncture économique tant interne qu'externe, l'année 2004 a été caractérisée par une évolution positive des investissements qui ont atteint 8.023 millions de dinars contre 7.531,3 millions de dinars en 2003, en accroissement de 6,5 % contre une baisse de 1 % l'année précédente.

Représentant 10,8 % de la FBCF totale, les investissements agricoles se sont accrus de 11,5 % grâce à l'amélioration des conditions climatiques qui a encouragé la création de nombreux projets relatifs aux différentes branches agricoles. Les investissements publics dans le secteur de l'agriculture et de la pêche ont atteint 425,5 millions de dinars contre 354 millions de dinars en 2003. Le secteur de l'irrigation a bénéficié de 53,5 % de ces investissements (227,5 millions de dinars). Les investissements privés représentant 51,1 % du total des investissements agricoles, ont enregistré une évolution de 4,3 %.

Le secteur de l'industrie manufacturière a accusé en 2004 une baisse de 1,6 % de ses investisse-

ments qui ont représenté 12,6 % du total de la FBCF contre 13,6 % l'année précédente. Cette contraction découle de la baisse des investissements réalisées dans les secteurs des industries des matériaux de construction, céramique et verre (-17,2 %), textile, habillement et cuir (-5,1 %) et, dans une moindre mesure, des industries diverses (-3,4 %). Les autres secteurs manufacturiers ont bénéficié d'une hausse des investissements estimée à 15,6 % pour les industries mécaniques et électriques, 5 % pour les industries chimiques et 2,4 % pour l'agro-alimentaire.

Au niveau du secteur des industries non manufacturières, les investissements ont augmenté de 10,5 % après une baisse de 9,9 % en 2003. Cette évolution s'explique par l'accroissement des investissements dans tous les secteurs non manufacturiers exceptés les mines (-12,4 %) et les hydrocarbures (-2,8 %).

Les services ont enregistré une hausse de 7,3 % des investissements répartie sur tous les secteurs dont celui des communications (+10,4 %), qui bénéficie de 15,3 % de l'enveloppe destinée aux services. Celle allouée au tourisme a stagné en 2004.



L'ACTIVITE DE LA SOCIETE TUNISIENNE DE BANQUE

La Société Tunisienne de Banque a poursuivi en 2004 sa stratégie de développement en relation avec les objectifs nationaux de mise à niveau et de modernisation du secteur bancaire tunisien.

Elle a, ainsi, continué à œuvrer à la consolidation de ses assises financières, à l'assainissement de son portefeuille, à l'amélioration de la qualité des services rendus à la clientèle et au renforcement de sa politique de rigueur en matière de recouvrement, de gestion des crédits et de couverture des risques. Cela lui a permis de conforter sensiblement ses ratios de solvabilité

et de liquidité qui ont atteint respectivement 11,2 % et 112,9 % à fin 2004.

Parallèlement, la Banque a entamé la réalisation d'un ensemble de projets dans le cadre de la modernisation de ses moyens et procédures de gestion visant notamment le développement de son système d'information et la mise à niveau de son réseau d'exploitation.

Dans ce contexte, l'activité de la Banque a évolué favorablement et a permis d'améliorer sensiblement les principaux indicateurs de croissance.



RESSOURCES

La Banque a œuvré, durant l'année 2004, à développer et consolider son activité de collecte des ressources, principalement auprès de la clientèle et ce, à travers des actions soutenues de prospection, de démarchage et de fidélisation.

Les ressources financières de la Banque ont totalisé 4.287,6 millions de dinars, en progression de 282,3 millions de dinars ou 7 % par rapport à leur niveau de 2003.

L'évolution enregistrée résulte principalement de l'accroissement des ressources de la clientèle de 315,7 millions de dinars, de la régression des ressources spéciales de 66,5 millions de dinars et de l'absence du recours de la Banque au refinancement sous forme d'appels d'offres.

RESSOURCES DE LA CLIENTELE

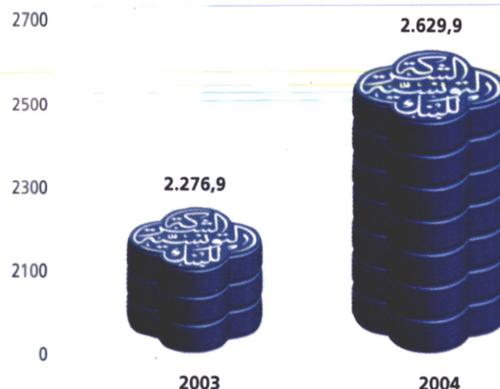
Au terme de l'exercice 2004, les ressources globales de la clientèle ont atteint 3.260,8 millions de dinars contre 2.945,1 millions de dinars à fin décembre 2003, grâce à la mobilisation d'une enveloppe additionnelle de 315,7 millions de dinars contre 130,4 millions de dinars au cours de l'exercice 2003.

Le volume des dépôts classiques a remarquablement progressé en affichant une évolution de 15,5 % (+ 353 millions de dinars) supérieure à celle enregistrée au niveau du système bancaire (+ 11,8 %) d'où une consolidation de la part de marché de la Banque de 0,4 point passant de 14,7 % à 15,1 %.

Les ressources collectées auprès de la clientèle sous forme de placements monétaires et financiers se sont inscrites en baisse de 5,6 % ou 37,3 millions de dinars pour être ramenées à 630,9 millions de dinars à fin décembre 2004.

DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE

(en millions de dinars)



(en millions de dinars)

RESSOURCES GLOBALES	2003	2004	VARIATION	
			ABSOLUE	%
Dépôts de la clientèle	2.276,9	2.629,9	353,0	15,5
- Dépôts à vue	782,0	848,8	66,8	8,4
- Autres dépôts et avoirs	1.494,9	1.781,1	286,2	19,1
Instruments monétaires et financiers	668,2	630,9	-37,3	-5,6
TOTAL	2.945,1	3.260,8	315,7	10,7

Cette régression résulte de la baisse des placements sous forme de B.T.C.T. de 88 millions de dinars consécutive au fléchissement du volume des émissions du Trésor de ce type de titres.

Toutefois, cette situation a été atténuée par la hausse des placements sous forme de B.T.A. de 41,8 millions de dinars suite à l'adoption par le Trésor d'une politique favorisant les émissions des titres à longue maturité d'une part et au renouvellement quasi-systématique des tombées des Bons du Trésor à court terme sous forme de Bons du Trésor assimilables et de dépôts à terme, d'autre part.

ACTIVITE DE TRESORERIE

Le recours de la Banque au refinancement sur le marché monétaire s'est élevé à 50,2 millions de dinars, en baisse de 96,6 millions de dinars ou 65,8%.

Les placements interbancaires et sur le marché monétaire en dinars et en devises ont atteint 524,5 millions de dinars contre 453,4 millions de dinars en 2003, soit une évolution de 15,7 %. La situation nette de la trésorerie s'est nettement confortée en se situant à 474,3 millions de dinars à fin décembre 2004 contre 306,6 millions de dinars à fin décembre 2003, en progression de 167,7 millions de dinars ou 54,7 %.

(en millions de dinars)

	2003	2004	VARIATION	
			ABSOLUE	%
Emprunts sur le marché monétaire	146,8	50,2	-96,6	-65,8
Placements interbancaires et sur le marché monétaire en dinars et en devises	453,4	524,5	71,1	15,7
SITUATION NETTE DE LA TRESORERIE	306,6	474,3	167,7	54,7

RESSOURCES PERMANENTES

Les ressources permanentes de la Banque se sont élevées à 1.245,6 millions de dinars à fin décembre 2004 contre 1.308,1 millions de dinars en 2003.

FONDS PROPRES

Les fonds propres de la Banque, avant répartition des bénéfices de l'exercice 2004, se sont établis à 415,7 millions de dinars contre 407,2 millions de dinars en 2003, enregistrant ainsi une progression de 2,1 % soit 8,5 millions de dinars.

RESSOURCES À MOYEN ET LONG TERMES

L'encours des emprunts et ressources spéciales a enregistré, au terme de l'exercice 2004, un recul de 66,5 millions de dinars pour s'établir à 824,6 millions de dinars contre 891,1 millions de dinars une année auparavant.

Cette diminution résulte du remboursement des annuités en principal des emprunts obligataires (7,7 millions de dinars), des annuités sur les lignes de crédits extérieures (93,8 millions de dinars) ainsi que du paiement des deux échéances de l'emprunt syndiqué (25,1 millions de dinars).



Agence centrale

EMPLOIS

Conformément à ses orientations stratégiques, la Banque a continué, en 2004, à financer activement l'ensemble des secteurs économiques tout en adoptant une politique prudente et préventive de rationalisation de ses engagements.

CONCOURS A L'ECONOMIE

Les concours de la Banque à l'économie se sont élevés à 3.435,7 millions de dinars au terme de l'exercice 2004, en progression de 210,6 millions de dinars ou 6,5 % par rapport à 2003. L'augmentation de ces engagements est principalement attribuée à la progression des crédits de gestion qui se sont établis à 1.089,2 millions de dinars, en hausse de 182,1 millions de dinars ou 20,1 %. Cette évolution provient à hauteur de 39 millions de dinars ou 12,2 % des engagements en comptes courants débiteurs et 143,1 millions de dinars des crédits mobilisables à court terme, particulièrement au niveau de l'escompte commercial (+ 33,8 millions de dinars) et des crédits aux particuliers (+ 96,1 millions de dinars).

Quant aux crédits d'investissement, leur encours s'est établi à 1.996 millions de dinars contre 1.944,7 millions de dinars en 2003, en hausse de 51,3 millions de dinars ou 2,6 % et résultant de l'évolution différenciée des crédits sur ressources ordinaires (+ 321,4 millions de dinars) et des crédits sur ressources spéciales (- 270 millions de dinars).

Cette situation est attribuée en majeure partie au reclassement au niveau des crédits sur ressources ordinaires, de certaines créances compromises accordées initialement sur les ressources spéciales au profit essentiellement du secteur touristique et ayant fait l'objet de crédit de consolidation, d'arrangement ou de rééchelonnement et ce, dans le cadre des mesures d'assainissement préconisées par les Pouvoirs Publics.

Le portefeuille titres de la Banque a, pour sa part, enregistré un léger recul de 1,6 %, pour se situer à 203,9 millions de dinars.

	2003	2004	VARIATION	
			ABSOLUE	%
Crédits de Gestion	907,1	1.089,2	182,1	20,1
Crédits à court terme	586,5	729,6	143,1	24,4
Comptes courants débiteurs	320,7	359,7	39,0	12,2
Crédits d'investissement	1.944,7	1.996,0	51,3	2,6
Sur ressources ordinaires	1.055,3	1.376,6	321,4	30,5
Sur ressources spéciales	889,4	619,4	-270,0	-30,4
Comptes courants associés	94,0	94,6	0,5	0,6
Autres crédits à la clientèle	52,7	23,8	-28,9	-54,8
Crédits à la clientèle	2.998,6	3.203,6	205,0	6,8
Portefeuille titres	207,3	203,9	-3,4	-1,6
Billets de trésorerie	19,3	28,2	8,9	46,1
Concours à l'économie	3.225,1	3.435,7	210,6	6,5

ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE

Les engagements par signature en faveur de la clientèle se sont élevés à 564,7 millions de dinars en 2004 contre 562,6 millions de dinars au terme de l'exercice 2003. L'enveloppe supplémentaire résulte des variations différenciées ci-après :

- La progression de l'encours des crédits documentaires de 1 million de dinars ;
- La consolidation de l'encours des cautions et avals de 2,7 millions de dinars notamment pour marchés publics ;
- La baisse des engagements sur billets de trésorerie de 1,6 millions de dinars.

DISTRIBUTION DU CREDIT

CRÉDITS DE GESTION AUX ENTREPRISES

L'enveloppe globale des crédits de gestion autorisés, durant l'exercice 2004, s'est élevée à 1.013,8

millions de dinars contre 1.032,1 millions de dinars en 2003, soit un léger recul de 1,8 %.

La répartition de ces crédits par secteur d'activité, permet de constater que le secteur de l'industrie, bien que l'enveloppe le concernant ait enregistré une baisse de 15,6 % ou 94,5 millions de dinars par rapport à décembre 2003, maintient toujours la première position avec 50,3 % du total des autorisations.

Les crédits de gestion accordés au secteur du commerce et des services ont pour leur part augmenté de 44,9 millions de dinars ou 14 % pour se situer à 364,7 millions de dinars en 2004, soit une part de 36 % des autorisations globales.

De même, le secteur du bâtiment et des travaux publics a vu sa part passer de 9,6 % en 2003 à 13,1 % en 2004, les crédits alloués ayant progressé de 33,3 millions de dinars ou 33,5 %.

(en millions de dinars)

SECTEURS	2003		2004		VARIATION	
	Montant	%	Montant	%	Absolue	%
Agriculture	8,0	0,8	6,0	0,6	-2,0	-25,2
Industrie	604,9	58,6	510,4	50,3	-94,5	-15,6
Travaux publics et bâtiment	99,4	9,6	132,7	13,1	33,3	33,5
Commerce et services	319,8	31	364,7	36,0	44,9	14,0
TOTAL CREDITS DE GESTION	1.032,1	100	1.013,8	100	-18,3	-1,8

Par nature de crédit, la structure de l'enveloppe des crédits de gestion autorisés demeure marquée par la prédominance des crédits par signature (35,5%), suivis de l'escompte commercial (19,5%) et des crédits non mobilisables (16,4%).

(en millions de dinars)

NATURE DES CREDITS	2003		2004		VARIATION	
	Montant	%	Montant	%	Absolue	%
Escompte commercial	194,9	18,9	197,3	19,5	2,4	1,2
Préfinancement des exportations	30,0	2,9	30,4	3,0	0,4	1,2
Crédits de financement de stocks	65,9	6,4	40,2	4,0	-25,7	-39,1
Escompte administratif et préfinancement de marché	20,6	2,0	66,0	6,5	45,4	220,0
Financement en devise	24,5	2,4	15,4	1,5	-9,1	-37,0
Crédits de campagne	64,4	6,2	50,1	4,9	-14,3	-22,1
Crédits de cultures saisonnières	2,1	0,2	2,1	0,2	0,0	0,0
Crédits à la production	51,3	5,0	31,5	3,1	-19,8	-38,5
Crédits par signature	317,5	30,7	359,9	35,5	42,4	13,3
Divers	83,6	8,1	54,5	5,4	-29,1	-34,7
SOUS-TOTAL	854,9	82,8	847,5	83,6	-7,4	-0,8
Crédits non mobilisables	177,2	17,2	166,3	16,4	-10,9	-6,1
TOTAL CREDITS DE GESTION	1.032,1	100	1.013,8	100	-18,3	-1,8

CRÉDITS AUX PARTICULIERS

Au terme de l'exercice 2004, les crédits aux particuliers ont atteint une enveloppe globale de 233,3 millions de dinars, en progression de 95,5 millions de dinars par rapport à l'année 2003.

Les concours accordés aux particuliers sous forme de crédits directs, se sont élevés à 192,2 millions de dinars, en nette évolution de 88,9 millions de dinars ou 86 % par rapport à leur niveau de décembre 2003. ils ont représenté 82,4 % de l'enveloppe globale des crédits aux particuliers.

Les crédits standing et les crédits auto se sont accrus de 20,7 % pour atteindre respectivement 26,7 millions de dinars et 8 millions de dinars.

FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

Au terme de l'exercice 2004, les approbations de financement des projets d'investissement, hors consolidation, ont totalisé 392,6 millions de dinars contre 233,1 millions de dinars au terme de la même période de l'exercice écoulé, en progression de 68,5 % ou 159,5 millions de dinars.

Cette hausse a profité dans sa quasi-totalité au secteur de l'industrie qui a vu sa part progresser de 19,6 points de pourcentage pour s'établir à 52,1 % et occuper ainsi le premier rang avec 204,4 millions de dinars des concours autorisés contre seulement 75,5 millions de dinars en 2003.

Le secteur des services s'inscrit en deuxième rang avec une enveloppe globale de

82,1 millions de dinars, en progression de 25,1 millions de dinars ou 44,1 %. Le secteur du tourisme a vu sa part revenir de 29,2 % à 18,2 % et s'inscrit désormais en troisième

rang avec une enveloppe de 71,6 millions de dinars.

Par secteur d'activité ces approbations se répartissent comme suit :

(en millions de dinars)

SECTEURS	Approbations 2003		2004		VARIATION	
	Montant	%	Montant	%	Absolue	%
Industrie	75,5	32,4	204,4	52,1	128,9	170,6
Agriculture	2,9	1,2	7,4	1,9	4,5	159,3
Tourisme	68,1	29,2	71,6	18,2	3,5	5,2
Immobilier	29,6	12,7	27,1	6,9	-2,5	-8,6
Services	56,9	24,4	82,0	20,9	25,1	44,1
TOTAL	233,1	100,0	392,6	100,0	159,5	68,5

N.B. : Les approbations n'incluent pas les crédits de consolidation.

Les décaissements concernant l'investissement ont atteint une enveloppe globale de 216,3 millions de dinars contre 186,3 millions de dinars en 2003. Ils demeurent marqués par la dominance des secteurs industriel et touristique qui ont accaparé à eux seuls près de 126,3 millions de dinars ou 58,4 % du montant des utilisations à fin 2004 contre

100,2 millions de dinars ou 53,8 % constatés durant la même période de l'exercice écoulé.

Les utilisations se rapportant au financement des projets relevant des secteurs de l'immobilier et des services ont accusé des baisses en revenant respectivement de 21,3 % à 20,8 % et de 23,1 % à 19,9 %.

(en millions de dinars)

SECTEURS	Décaissement 2003		2004		VARIATION	
	Montant	%	Montant	%	Absolue	%
Industrie	45,6	24,5	50,9	23,6	5,3	11,6
Agriculture	3,3	1,8	1,8	0,9	-1,5	-44,4
Tourisme	54,5	29,3	75,4	34,9	20,9	38,2
Immobilier	39,8	21,3	45,1	20,8	5,3	13,3
Services	43,0	23,1	43,0	19,9	0,0	0,0
TOTAL	186,3	100,0	216,3	100,0	30,0	16,1

TITRES ET PARTICIPATIONS

Confirmant la reprise de l'activité enregistrée en 2003, le marché financier a évolué positivement, consolidant ainsi peu à peu sa contribution au financement de l'économie.

De nouvelles mesures d'ordre fiscal et organisationnel ont été prises en 2004, en vue d'assurer la maîtrise des risques liés au financement et le renforcement de l'offre et de la qualité des valeurs.

Après les résultats performants de l'année 2003, le marché financier a vu ses indices évoluer à un rythme moins important en 2004. En effet, les indices de capitalisation boursière et de rendement se sont accrus respectivement de 6,5 % et 3,7 % contre 11,7 % et 20 % en 2003.

La capitalisation boursière s'est élevée à 3.085 millions de dinars en 2004, en augmentation de 3,7 % par rapport à 2003. Le secteur bancaire a représenté les principales capitalisations avec 52 %, suivi par ceux du leasing (14 %) et l'agro-alimentaire (10 %).

La valeur STB s'est classée au cinquième rang des valeurs bancaires avec une capitalisation boursière de 161,6 millions de dinars. Au niveau du nombre de titres échangés, la valeur STB occupe la troisième position avec 603.057 titres.

Elle a été cotée durant 241 jours et demeure ainsi une valeur très liquide.

Le volume de transactions réalisées dans le cadre de l'activité titres et bourse de la STB a atteint 19,5 millions de dinars en 2004. Les transactions opérées au niveau du marché permanent ont augmenté de 24,1 %, représentant 88,2 % du volume global des transactions.

La STB gère 11.607 portefeuilles titres estimés à un volume d'environ 825 millions de dinars.

Le marché des OPCVM a regroupé, en 2004, 33 SICAV dont 17 obligataires et un Fonds Commun de Placement (FCP) mixte créé en février 2004.

A fin 2004, ce marché gérait un actif évalué à 1999 millions de dinars, en accroissement de 19,6 % par rapport à 2003. Les SICAV obligataires, qui représentent 96 % du marché, ont vu leur actif évoluer de 18,8 % contre 38 % pour les SICAV mixtes.

Au niveau de la rentabilité, les SICAV obligataires ont enregistré une légère baisse de leur rendement moyen pondéré qui a atteint 4,36 % contre 4,42 % en 2003. Par contre, les SICAV mixtes ont réalisé un accroissement de ce taux qui est passé de 5 % en 2003 à 6,5 % en 2004.

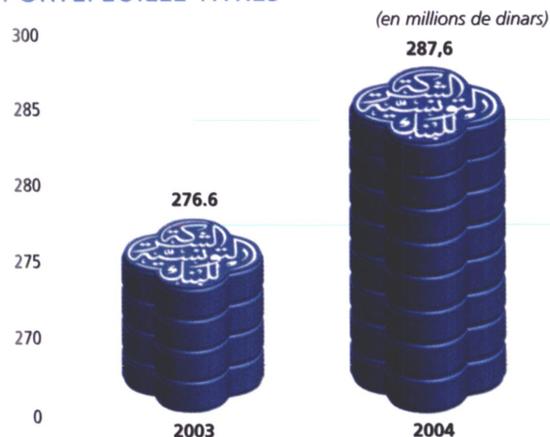


Le portefeuille titres de la STB, net des participations non libérées, s'est élevé en 2004 à 287,6 millions de dinars contre 276,6 millions de dinars en 2003, soit une augmentation de 4 % inhérente aux différentes opérations de souscription et de libérations de souscriptions au capital de certaines filiales de la Banque, ou de rachat d'actions en Bourse.

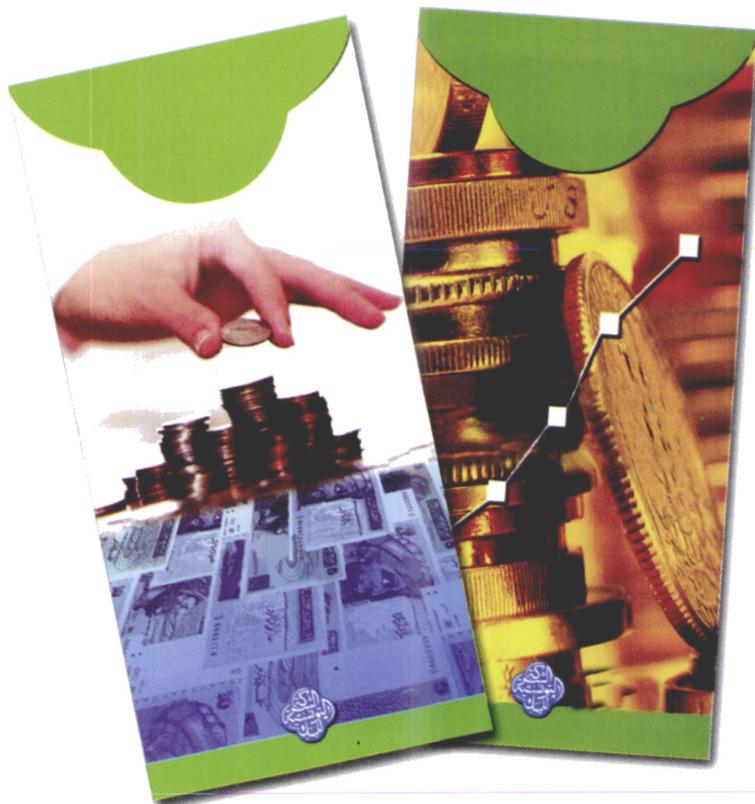
Ce portefeuille titres se répartit en :

- Titres de participations : 113,6 millions de dinars
- Parts dans les entreprises associées et co-entreprises : 50,8 millions de dinars
- Parts dans les entreprises liées : 97,9 millions de dinars
- Participations en rétrocession : 24,5 millions de dinars

PORTEFEUILLE TITRES



Net des participations non libérées et des provisions, le portefeuille titres a atteint 203,9 millions de dinars contre 207,2 millions de dinars en 2003, accusant une baisse de 1,6 %. La politique de restructuration du portefeuille titres par désengagement des secteurs concurrentiels a continué à être appliquée en 2004 conformément aux décisions des autorités publiques.



ACTIVITE INTERNATIONALE

Au cours de l'année 2004, la STB a continué à jouer un rôle prépondérant dans la mobilisation des ressources extérieures et la couverture des besoins spécifiques de financement et d'expansion géographique de ses clients.

L'activité internationale de la Banque a été appuyée par une stratégie axée sur l'amélioration de la qualité des services offerts, la diversification des produits et le développement des relations avec les correspondants étrangers. Cela s'est traduit par une évolution appréciable des opérations avec l'étranger et une consolidation du réseau des correspondants.

RÈGLEMENTS BANCAIRES AVEC L'ÉTRANGER

Les règlements de la Banque avec l'étranger ont atteint 15.806,4 millions de dinars à fin 2004,

soit quasiment le même niveau qu'en 2003 contre une baisse de 13,6 % une année auparavant.

Les opérations d'importation et d'exportation confiées à la Banque se sont élevées à 1.230,8 millions de dinars et 734,4 millions de dinars, enregistrant respectivement un accroissement de 7,1 % et de 21 % contre 8,2 % et -8,6 % au terme de l'exercice précédent.

Les opérations de transfert ont accusé une légère baisse de 1,6 % atteignant un volume de 13.841,2 millions de dinars à fin 2004.

Cette diminution s'explique par le fléchissement des opérations d'alimentation des comptes en dinars convertibles de certains de nos correspondants.

(en millions de dinars)

RÈGLEMENTS AVEC L'ÉTRANGER	2003	2004	VARIATION	
			Absolue	%
Importations	1.149,4	1.230,8	+81,4	+7,1
Exportations	606,9	734,4	+127,5	+21,0
Transferts (opérations non commerciales)	14.059,6	13.841,2	-218,4	-1,6
TOTAL	15.815,9	15.806,4	-9,5	-0,1

SALLE DE CHANGE ET MARCHÉ MONÉTAIRE EN DEVISES

A fin décembre 2004, la salle des marchés en devises a réalisé un volume transactionnel de 5.677,5 millions de dinars contre 5.255,9 millions de dinars à fin décembre 2003, soit une augmentation de 421,6 millions de dinars ou 8 %.

Les dépôts à vue et à terme en devises et en dinars convertibles ont totalisé 309,2 millions de dinars en 2004, en progression de 15 % par rapport à 2003.

Les emplois se sont élevés, pour leur part, à 233,9 millions de dinars, en hausse de 23,2 %.

RELATIONS INTERNATIONALES

Durant l'année 2004, la Banque s'est particulièrement activée à imposer sa marque à l'échelle internationale, à consolider sa collaboration avec les correspondants étrangers et à rechercher de nouvelles opportunités d'affaires à travers le monde afin de drainer le maximum d'opérations de commerce extérieur.

Malgré une conjoncture internationale particulièrement difficile en raison de la guerre du Golfe, près de 134 visites ont été effectuées par les représentants de banques étrangères et ont porté sur le niveau de leurs relations avec la STB et les mesures à prendre pour leur développement.

La consolidation et l'extension du réseau de correspondants de la Banque se sont concrétisées par l'entrée en relation avec six nouvelles banques étrangères de Russie, de Roumanie, de Belgique, d'Italie, de Malaisie et d'Ethiopie.

Toutefois le nombre total de banques en relation est demeuré presque inchangé, soit 735, en raison des absorptions et des fusions dans le secteur bancaire à l'échelle internationale.



Par ailleurs, de nouveaux produits et instruments ont été mis en place avec nos correspondants étrangers, au cours de l'année 2004, donnant lieu à la signature d'une convention de transfert de masse, d'une convention de transfert de fonds instantané Xpress-Money, de deux nouvelles conventions d'encaissement rapide de chèque et d'un accord de partenariat conclu avec le premier correspondant italien de la Banque.

Enfin, la STB a continué, en 2004, à affirmer sa présence médiatique à travers sa participation à la plus grande manifestation sur l'investissement en Tunisie à savoir "le Forum de Carthage sur l'Investissement". Cette manifestation a attiré 400 entreprises étrangères et a été une excellente occasion de rencontre et de démarchage.



MODERNISATION DE LA BANQUE

L'année 2004 a été caractérisée, essentiellement, par la réalisation d'un ensemble de projets qui entrent dans le cadre de la modernisation des moyens et procédures de gestion de la Banque et ayant trait principalement :

- à la domiciliation et à l'apurement électronique dans le cadre du projet national de la liasse unique ainsi qu'à la gestion et le suivi automatique du contentieux et du recouvrement et à la consolidation des produits à domicile "STB SMS" ;
- au renforcement des réseaux de communication inter-agences, en relation avec l'accroissement sensible des échanges de données et la nécessité d'assurer le maximum de sécurité ;
- au lancement de projets importants de refonte du système d'information en s'appuyant sur les nouvelles technologies de traitement et de communication de l'information.



RESEAU D'EXPLOITATION

Le réseau d'exploitation de la STB qui compte, à fin 2004, 117 agences et 16 bureaux de change répartis sur tout le territoire de la république, a continué à faire l'objet d'une attention particulière à travers sa mise à niveau permanente, visant la revalorisation de son image de marque, l'amélioration de la qualité de ses prestations et la diversification de la gamme des produits offerts.

Dans ce contexte, l'activité du réseau a connu en 2004 une évolution appréciable des réalisations, tant au niveau de la collecte des dépôts que du financement des besoins des clients, confortant ainsi l'importance de son rôle et donnant à l'agence de proximité toute sa valeur dimensionnelle de lieu de vente et de fidélisation de la clientèle.



Nouveau local
Agence TABARKA



Nouveau local
Agence KELIBIA



Nouveau local
Agence Bab Souika

RESEAU DE PAIEMENT ELECTRONIQUE

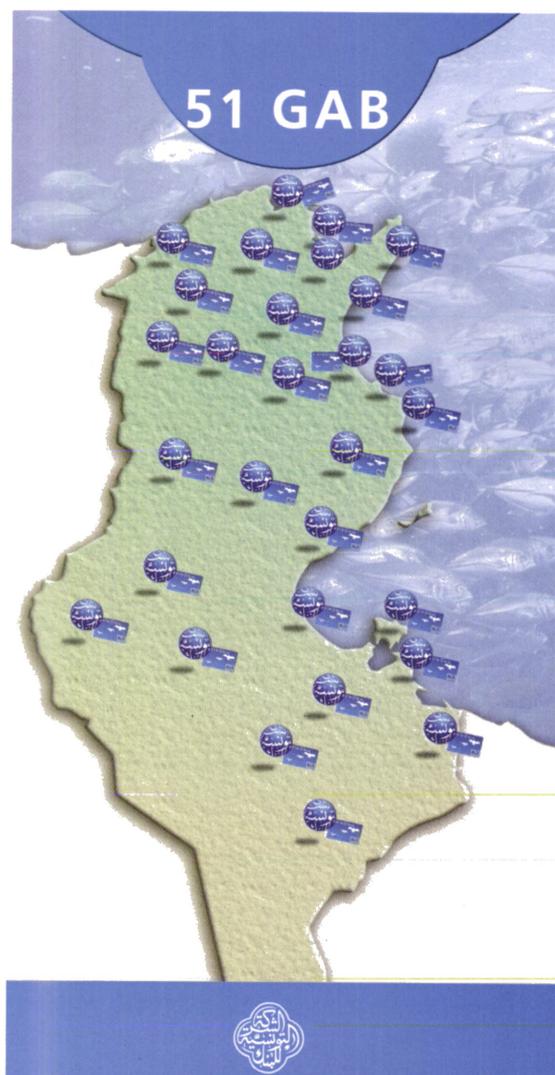
Vu l'importante contribution de la monétique à l'amélioration de la qualité des prestations bancaires, la STB a continué, en 2004, à développer son réseau de paiement électronique, tout en veillant à son adaptation à l'évolution observée dans ce domaine.

Ainsi, la Banque a concentré ses efforts sur la finalisation des travaux de migration de la carte magnétique vers la carte à puce et les préparatifs pour le lancement de la nouvelle carte Master Gold prévu en 2005.

Le réseau de paiement électronique de la Banque s'est consolidé, en 2004, avec l'installation de 100 nouveaux TPE(s) auprès d'importants affiliés, agences et bureaux de change, portant leur nombre à 748. Parallèlement, l'installation de 16 nouveaux GAB(s) a permis l'extension du parc GAB(s) de la Banque de 35 en 2003 à 51 au terme de l'année 2004. Grâce au développement de son réseau d'acceptation et aux actions de sensibilisation et d'encouragement de sa clientèle à l'utilisation des cartes de paiements électroniques, la Banque a réalisé un volume d'affaires monétique de 202,3 millions de dinars contre 167,1 millions de dinars en 2003, en nette augmentation de 21 %.

Dans ce contexte, la Banque poursuivra sa stratégie de développement de l'activité monétique à travers notamment :

- L'élargissement du parc TPE(s) et GAB(s) ;
- La mise en place d'un système de contrôle et de monitoring pour lutter contre la fraude ;
- L'acquisition d'un logiciel pour le traitement des opérations back-office.



MARKETING, COMMUNICATION ET QUALITE

Continuant à affirmer son rôle dans le nouvel environnement commercial des affaires, la Banque a poursuivi, en 2004, une politique commerciale dynamique qui vise la valorisation de son image de marque et l'amélioration du niveau de la qualité des services offerts.

Dans une optique de développement et de diversification du portefeuille clients de la Banque, l'activité marketing a porté sur l'intensification des actions d'identification et de démarchage de nouveaux prospects ainsi que de relance et de satisfaction des meilleurs clients à travers l'établissement de visites personnalisées et de relations privilégiées avec eux.

Dans ce contexte, la Banque a poursuivi sa stratégie de fidélisation de la clientèle et de promotion et développement de la vente des produits et services auprès de certains groupes privés et d'entreprises publiques. C'est ainsi que de nouvelles conventions de crédits ont été signées, permettant d'offrir sous forme de package une gamme de produits et services adaptée en faveur du personnel à des conditions commerciales avantageuses.

En outre et dans le but de répondre au mieux à l'évolution et à la diversification des besoins de la clientèle des particuliers, la Banque a assoupli les conditions d'octroi des crédits proposés à

l'ensemble de la clientèle des particuliers au moyen de la mise en application, à travers le réseau, d'une politique active de décentralisation.

De même, et dans l'objectif d'optimiser le financement de l'économie, à travers l'encouragement de l'épargne nationale, la Banque a intensifié ses actions de marketing pour la commercialisation des produits d'épargne bancaire stable tels le Plan épargne logement, le Plan épargne confort, le Plan épargne études et le Compte privilèges et ce, en plus de la promotion de nouveaux produits de l'épargne financière comme la Bancassurance et le compte épargne en actions.

Dans le cadre de la modernisation des services bancaires et afin de s'adapter aux mutations des besoins de la clientèle, la Banque a développé ses services de banque à distance et de produits télématiques, mettant en place un nouveau service "STB SMS" qui permet à partir du téléphone portable la consultation à distance des comptes. L'année 2004 a été caractérisée par l'accroissement des adhésions au serveur vocal STB on line et la connexion des clients importants au réseau "STB Net".

Sur un autre plan, la Banque a renforcé sa présence médiatique en continuant les actions de sponsoring à travers la conception et la diffusion de supports de promotion et de publicité.

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES ET ACTIVITES SOCIALES

Au terme de l'année 2004, l'effectif de la Banque est revenu de 2.914 employés en 2003 à 2.700 employés, en diminution de 7,3 % suite notamment aux départs volontaires à la retraite. Le taux d'encadrement s'est élevé à 62,7 % de l'effectif total de la Banque.

Le centre de formation intégré a initié des actions de formation en intra-entreprise au bénéfice de 1.034 participants dont 22 des services centraux et 1.012 du réseau. Ces actions ont porté notamment sur les techniques bancaires, la monétique, les nouveaux produits commerciaux ainsi que sur la formation de futurs chefs d'agence.

De même, 328 actions de formation en inter-entreprises ont été réalisées au profit de 860

participants dont 413 relevant des services centraux et 447 du réseau. La formation a porté sur les divers métiers de banque dont essentiellement l'informatique, la monétique, le recouvrement, la qualité et la gestion des risques.

10 cadres ont également bénéficié de stages de perfectionnement et de séminaires à l'étranger.

Durant l'année 2004, la Banque a inscrit 19 employés au Centre Professionnel de Formation Bancaire et 43 cadres à l'Institut Technique de Banque.

Par ailleurs, elle a accueilli 628 stagiaires dont 521 universitaires et 117 saisonniers.



Centre de formation STB

Sur le plan social, plusieurs actions ont été réalisées notamment en matière de médecine préventive, de prévoyance sociale, d'octroi des crédits sociaux et à l'habitat et de modernisation du jardin d'enfant de la Soukra



*Journée Nationale de l'Artisanat et de l'Habit Traditionnel
Home d'enfants de la Soukra*

RESULTATS

PRODUIT NET BANCAIRE

Le Produit Net Bancaire s'est établi à 124,2 millions de dinars à fin décembre 2004, en progression de 7,3 millions de dinars ou 6,3 % par rapport à son niveau enregistré une année auparavant.

Cette évolution résulte aussi bien de la progression de la marge d'intermédiation de 2,7 millions de dinars ou 4,5 % que des commissions et autres intérêts et revenus assimilés de 4,6 millions de dinars.

CHARGES DE GESTION

Les charges de gestion se sont accrues de 5,9 millions de dinars ou 7,2 % pour totaliser 88,8 millions de dinars à fin décembre 2004. La hausse est imputable à la progression de la masse salariale de 7,2 millions de dinars ou 11% et ce, sous le double effet de l'augmentation légale des salaires et le règlement des indemnités et primes servies aux employés ayant fait valoir leur droit à la retraite anticipée et qui a

été supporté en totalité par l'exercice 2004.

Toutefois, cet accroissement a été atténué par la baisse des charges générales d'exploitation de 1,3 million de dinars, traduisant l'effort de la Banque au niveau de la compression des charges.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION

Dans le cadre de la consolidation de son assise financière, la Banque a poursuivi son effort de provisionnement qui s'est traduit par l'affectation d'une charge de risque nette de 28,3 millions de dinars contre seulement 10,8 millions de dinars à fin décembre 2003. Ainsi, le résultat d'exploitation s'élève à fin décembre 2004 à 3,3 millions de dinars en baisse de 15,5 millions de dinars par rapport à son niveau enregistré une année auparavant.

RÉSULTAT NET

Le résultat net s'est établi, au terme de l'exercice 2004, à 5,3 millions de dinars.

(en millions de dinars)

	2003	2004
Intérêts et revenus assimilés	187,8	188,7
Intérêts encourus & charges assimilées	126,9	125,0
Marge d'intermédiation	61,0	63,8
Commissions (y compris autres intérêts et revenus assimilés)	43,6	47,2
Commissions encourues	2,2	2,2
Gains/opérations de changes	6,2	6,9
Perte/portefeuille titre commercial & op. financières	0,0	0,0
Revenus du portefeuille titre d'investissement	8,3	8,7
Autres intérêts et charges	0,055	0,109
Produit net bancaire	116,9	124,2
Frais de gestion	82,9	88,8
Autres produits d'exploitation	2,0	1,8
Dotations aux amort. & aux prov./immobilisations	6,6	5,6
Résultat brut d'exploitation	29,4	31,6
Coût du risque	10,8	28,3
Résultat d'exploitation	18,7	3,3
Solde en gain/perte sur autres éléments ordinaires	1,4	2,7
Impôts sur les sociétés	1,6	0,6
Résultat net	18,5	5,3

ORIENTATIONS STRATEGIQUES A MOYEN ET LONG TERMES DE LA BANQUE

Dans un contexte d'ouverture sur l'extérieur et de la convertibilité progressive du dinar, le système bancaire tunisien est tenu de se doter des moyens adéquats afin d'affronter la concurrence internationale dans les meilleures conditions. Le programme présidentiel concernant la période 2005-2009 a tracé des plans d'actions visant le développement des prestations bancaires pour les porter aux niveaux internationaux et ce, à travers notamment :

- Le renforcement de la formation des ressources humaines et l'introduction de certains métiers dans les programmes universitaires et au sein de l'APTBEF ;
- L'adoption de méthodes de gestion souples et efficaces et du management de la qualité ;
- Le renforcement des règles prudentielles et leur adaptation à l'évolution du cadre prudentiel à l'échelle internationale ;
- Le renforcement des assises financières des banques ;
- Le développement des moyens de paiements modernes et sécurisés.

La Société Tunisienne de Banque a adopté, dans ce sens, une stratégie à moyen et long termes

basée sur un ensemble d'actions concernant principalement :

- L'amélioration de la qualité de son portefeuille à travers la maîtrise et le suivi des engagements, le renforcement des actions de recouvrement, l'assainissement et la restructuration des créances ;
- Le développement de son activité par :
 - L'amélioration de la qualité des services offerts à la clientèle à travers la poursuite de la modernisation du réseau d'agences et le renforcement de la politique de proximité ;
 - L'élargissement de la gamme de produits et de services proposés à la clientèle existante et potentielle en matière de collecte de ressources et de financement de leur activité ;
- Le redressement des indicateurs d'activité et de performance de la Banque en rapport avec les attentes des actionnaires ;
- La modernisation de la Banque à travers la mise à niveau de son système d'information et de ses outils de gestion ;
- La formation du personnel.



ETATS FINANCIERS





BILAN Arrêté au 31/12/2004 (Avant Répartition du Bénéfice)

(Unité : 1000 dinars)

	2004	2003
ACTIF		
Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP ET TGT	76 296	91 897
Créances sur les établissements bancaires et financiers	309 796	245 141
Créances sur la clientèle	3 203 612	2 998 574
Portefeuille titres commercial	146 581	139 707
Portefeuille d'investissement	227 687	222 623
Valeurs immobilisées	69 533	72 506
Autres actifs	254 105	234 823
TOTAL ACTIF	4 287 610	4 005 271
PASSIF		
Banque centrale et C.C.P	1 622	79 985
Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers	56 224	38 699
Dépôts et avoirs de la clientèle	2 629 953	2 276 988
Emprunts et ressources spéciales	824 570	891 117
Autres passifs	352 339	290 304
TOTAL PASSIF	3 864 708	3 577 093
CAPITAUX PROPRES		
Capital	124 300	124 300
Réserves	255 059	248 077
Actions propres	-63	-63
Autres capitaux propres	37 338	37 347
Résultats reportés	974	3
Résultat de l'exercice	5 294	18 514
TOTAL CAPITAUX PROPRES	422 902	428 178
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	4 287 610	4 005 271

ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN

Arrêté au 31/12/2004

(Unité : 1000 dinars)

	2004	2003
PASSIFS EVENTUELS		
HB 1 Cautions, avals et autres garanties données	641 901	685 533
HB 2 Crédits documentaires	202 810	193 052
TOTAL PASSIFS EVENTUELS	844 711	878 585
ENGAGEMENTS DONNES		
HB 4 Engagements de financements donnés	190 690	204 846
HB 5 Engagements sur titres	997	12 557
TOTAL ENGAGEMENTS DONNES	191 687	217 403
ENGAGEMENTS REÇUS		
HB 6 Engagements de financements reçus	0	48 414
HB 7 Garanties reçues	517 103	509 338
TOTAL ENGAGEMENTS REÇUS	517 103	557 752



BILAN Arrêté au 31/12/2004 (Après Répartition du Bénéfice)

(Unité : 1000 dinars)

	2004	2003
ACTIF		
Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP ET TGT	76 296	91 897
Créances sur les établissements bancaires et financiers	309 796	245 141
Créances sur la clientèle	3 203 612	2 998 574
Portefeuille titres commercial	146 581	139 707
Portefeuille d'investissement	227 687	222 623
Valeurs immobilisées	69 533	72 506
Autres actifs	254 105	234 823
TOTAL ACTIF	4 287 610	4 005 271
PASSIF		
Banque centrale et C.C.P	1 622	79 985
Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers	56 224	38 699
Dépôts et avoirs de la clientèle	2 629 953	2 276 988
Emprunts et ressources spéciales	824 570	891 117
Autres passifs	352 339	299 005
TOTAL PASSIF	3 864 708	3 585 794
CAPITAUX PROPRES		
Capital	124 300	124 300
Réserves	261 327	256 920
Actions propres	-63	-63
Autres capitaux propres	37 338	37 347
Résultats reportés	0	973
Résultat de l'exercice	0	0
TOTAL CAPITAUX PROPRES	422 902	419 477
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	4 287 610	4 005 271

ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN

Arrêté au 31/12/2004

(Unité : 1000 dinars)

	2004	2003
PASSIFS EVENTUELS		
HB 1 Cautions, avals et autres garanties données	641 901	685 533
HB 2 Crédits documentaires	202 810	193 052
TOTAL PASSIFS EVENTUELS	844 711	878 585
ENGAGEMENTS DONNES		
HB 4 Engagements de financements donnés	190 690	204 846
HB 5 Engagements sur titres	997	12 557
TOTAL ENGAGEMENTS DONNES	191 687	217 403
ENGAGEMENTS REÇUS		
HB 6 Engagements de financements reçus	0	48 414
HB 7 Garanties reçues	517 103	509 338
TOTAL ENGAGEMENTS REÇUS	517 103	557 752



ETAT DE RESULTAT

Arrêté au 31/12/2004

(Unité : 1000 dinars)

	2004	2003
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE		
Intérêts et revenus assimilés	182 298	182 042
Commissions	36 309	34 277
Gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières	24 194	21 400
Revenus du portefeuille-titres d'investissement	8 712	8 261
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	251 513	245 980
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE		
Intérêts encourus et charges assimilées	-125 070	-126 861
Commissions encourues	-2 207	-2 203
Pertes sur portefeuille-titres commercial et opérations financières	0	0
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	-127 277	-129 064
PRODUIT NET BANCAIRE	124 236	116 916
Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif	-18 079	4 012
Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	-10 235	-14 775
Autres produits d'exploitation	1 787	2 018
Frais de personnel	-72 855	-65 664
Charges générales d'exploitation	-15 987	-17 237
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	-5 613	-6 565
RESULTAT D'EXPLOITATION	3 254	18 705
Solde en gain / perte provenant des autres éléments ordinaires	2 659	1 441
Impôts sur les sociétés	-619	-1 632
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES	5 294	18 514
Solde en gain / perte provenant des éléments extraordinaires	0	0
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	5 294	18 514



ETAT DE FLUX DE TRÉSORERIE

Arrêté au 31/12/2004

(Unité : 1000 dinars)

	2004	2003
ACTIVITES D'EXPLOITATION		
Flux de trésorerie net affecté aux activités d'exploitation	210 378	103 419
ACTIVITES D'INVESTISSEMENT		
Flux de trésorerie net provenant/affecté aux activités d'investissement	-9 166	-7 797
ACTIVITES DE FINANCEMENT		
Flux de trésorerie net provenant/ affecté aux activités de financement	-74 899	-72 484
Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités au cours de la période	126 313	23 138
Liquidités et équivalents en début de période	173 420	150 282
Liquidités et équivalents en fin de période	299 733	173 420



NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2004

1- REFERENTIEL D'ELABORATION ET DE PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS

Les états financiers arrêtés au 31 Décembre 2004 sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie, et notamment les normes comptables (NCT 21 à 25) relatives aux établissements bancaires et applicables à partir du 1er Janvier 1999.

2- METHODES COMPTABLES APPLIQUEES

Les méthodes comptables les plus significatives se résument comme suit :

2.1 COMPTABILISATION DES PRÊTS ET DES REVENUS Y AFFÉRENTS

Comptabilisation des prêts à la clientèle

Les engagements de financement et de garantie sont portés en hors bilan à mesure qu'ils sont contractés et sont transférés au bilan au fur et à mesure des débloqués des fonds pour la valeur nominale.

Les crédits nets d'escompte sont présentés au bilan pour leur valeur nominale déduction faite des intérêts décomptés d'avance et non encore courus.

Les crédits décaissés et les comptes courants débiteurs sont présentés déduction faite des intérêts et agios réservés, des produits perçus ou comptabilisés d'avance et des provisions y afférentes.

Comptabilisation des revenus sur prêts à la clientèle

Les intérêts sur crédits à court terme sont perçus et comptabilisés dans les comptes de produits au moment du déblocage de ces crédits et font, le cas échéant, l'objet de régularisation en fin de mois, pour la partie non courue.

Les intérêts échus sur crédits à long et moyen terme et relatifs à l'exercice en cours sont pris en compte en résultat lors de leur encaissement. Les intérêts échus et non encore encaissés relatifs aux prêts classés parmi les " actifs incertains " (classe B2) ou parmi les " actifs préoccupants " (classe B3) ou parmi les " actifs compromis " (classe B4), au sens de la circulaire BCT n° 91-24, sont constatés en produits réservés et sont déduits du poste " créances sur la clientèle ". Ces intérêts sont pris en compte en résultat lors de leur encaissement effectif.

Les intérêts courus et non échus relatifs aux prêts classés parmi les " actifs courants " (classe A) parmi les " actifs nécessitant un suivi particulier " (classe B1), au sens de la circulaire BCT n° 91-24, sont portés en résultat à mesure qu'il sont courus.

Les agios sur les comptes courants débiteurs gelés sont réservés et présentés, lors de l'arrêté, en déduction des comptes courants débiteurs.

Les agios sur créances contentieuses en comptes courants débiteurs clôturés ne font pas l'objet de comptabilisation.

2.2 COMPTABILISATION DU PORTEFEUILLE-TITRES ET DES REVENUS Y AFFÉRENTS

Le portefeuille-titres détenu par la banque est classé en deux catégories : le portefeuille d'investissement et le portefeuille-titres commercial.

Portefeuille d'investissement et revenus y afférents

Sont classés dans le portefeuille d'investissement :

Les titres représentant des parts de capital dans les entreprises dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la banque (titres de participation à caractère durable) : titres de participation, parts dans les entreprises associées et parts dans les entreprises liées ;

Les titres à revenu fixe acquis par la banque avec l'intention de les détenir jusqu'à leur échéance (titres d'investissement dont notamment les bons d'équipement et les emprunts obligataires).

Les titres représentant des participations de financement ayant fait l'objet d'une convention de rétrocession mais qui ne sont pas encore définitivement cédés.

Les règles de comptabilisation des opérations sur ces différentes catégories de titres sont résumées ainsi qu'il suit :

Titres de participation à caractère durable

Les participations souscrites et non libérées sont enregistrées en engagements hors bilan pour leur valeur d'émission. Ces titres sont comptabilisés au bilan au prix d'acquisition, frais et charges exclus.

Les opérations d'acquisition et de cession des titres de participation sont constatées à la date du transfert de propriété des titres, soit la date d'enregistrement de la transaction à la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis. Les plus values résultant de la cession de ces titres sont présentées au niveau du poste " Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement " .

Les dividendes sur les titres détenus par la banque sont pris en compte en résultat dès le moment où leur distribution a été officiellement approuvée.

Titres d'investissement

Les revenus des titres à revenu fixe (obligations) sont pris en compte en produits de façon étalée sur la période concernée.

Titres représentant des participations de financement

Les participations souscrites et non libérées sont enregistrées en engagements hors bilan pour leur valeur d'émission. Ces titres sont comptabilisés au bilan au prix d'acquisition, frais et charges exclus.

Les opérations d'acquisition et de cession des titres de participation sont constatées à la date de transfert de propriété des titres, soit la date d'enregistrement de la transaction à la Bourse des Valeurs mobilières de Tunis.

Les participations de financement sont considérées comme une extension de l'activité principale de financement et les plus values résultant de leur cession sont assimilées à des intérêts et font partie des produits d'exploitation bancaire. Ces plus values sont constatées en produits une seule fois au moment de la cession et sont présentés au niveau du poste " revenus du portefeuille titres d'investissement " .

Les dividendes sur les titres détenus par la banque sont pris en compte en résultat dès le moment où leur distribution a été officiellement approuvée.

Les impayés en intérêts et agios débiteurs capitalisés (convertis en participations au capital) sont transférés en provisions sur participation.

L'évaluation de la valeur du titre peut donner lieu à une reprise, ou à une constatation d'une dotation aux provisions.

Portefeuille titres commercial

Le portefeuille titres commercial détenu par la banque est classé en deux catégories :

- Les titres de transaction : les titres caractérisés par leur liquidité et dont la durée de détention ne dépasse pas les trois mois (bons du trésor ordinaires et les bons du trésor à court terme).
- Les titres de placement : les titres acquis avec l'intention de les détenir dans un horizon ne dépassant pas l'année.

Les titres émis par l'Etat (bons du trésor) et acquis par la banque dans le cadre de son activité d'intermédiation (titres acquis en vue de leur placement auprès de la clientèle) sont comptabilisés en titres de transaction. La partie des titres rétrocédée à la clientèle est présentée de façon compensée en déduction du poste " Titres de transaction " .

Conséquemment, les revenus afférents à ces titres et les charges relatives à leur rétrocession aux clients sont pris en compte en résultat de façon étalée sur la période concernée, et sont présentés d'une manière compensée.

2.3. PROVISIONS POUR RISQUES SUR PRÊTS ET PARTICIPATIONS

Provisions pour risques sur prêts

Les provisions pour risques sur prêts sont déterminées conformément aux normes prudentielles de division, de couverture des risques et de suivi des engagements objet de la circulaire BCT N° 91-24, telle que modifiée par la circulaire BCT n° 99-04, qui définit les classes de risque de la manière suivante :

- A - Actifs courants
- B1 - Actifs nécessitant un suivi particulier
- B2 - Actifs incertains
- B3 - Actifs préoccupants
- B4 - Actifs compromis
- B5 - Actifs contentieux

Le taux de provisionnement retenu par la STB correspond au taux minimal par classe de risque tel que prévu par la circulaire BCT n°91-24, appliqué au risque net non couvert, soit le montant de l'engagement déduction faite des agios réservés et de la valeur des garanties obtenues.

Les taux de provisions par classe de risque appliqués au risque net non couvert sont les suivants :

B2 - Actifs incertains	20%
B3 - Actifs préoccupants	50%
B4 - Actifs compromis	100%
B5 - Actifs contentieux	100%

Les provisions sur les engagements hors bilan sont présentées dans la rubrique " autres postes de passif " .

Provisions sur participations

Les titres de participation sont évalués à leur valeur d'usage à la date d'arrêté et donnent lieu à la constitution de provisions pour couvrir les moins values éventuellement dégagées revêtant un caractère durable. Cette valeur tient compte de :

La valeur boursière de l'action pour les titres cotés

La valeur mathématique calculée à partir du dernier bilan disponible pour les participations dans les projets autre qu'hôteliers

La valeur mathématique calculée à partir du dernier bilan disponible corrigée compte tenu de la plus value dégagée sur les immobilisations pour les participations dans les projets hôteliers.



2.4 COMPTABILISATION DES DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE ET DES CHARGES Y AFFÉRENTES.

Les charges d'intérêts sur les dépôts et avoirs de la clientèle sont constatées par nature de dépôt de la manière suivante :

Les intérêts sur comptes courants sont positionnés sur les comptes de la clientèle et comptabilisés trimestriellement. Les dates de valeur utilisées pour le calcul des intérêts sur comptes courants de la clientèle varient selon la nature des opérations de retrait ou de versement effectuées par la clientèle, et ce conformément à la circulaire BCT n° 91-22.

Les intérêts sur comptes à terme sont positionnés sur les comptes de la clientèle à terme échu et font l'objet d'abonnement à chaque date d'arrêt.

2.5. COMPTABILISATION DES RESSOURCES ET DES CHARGES Y AFFÉRENTES

Les emprunts contractés par la banque sont constatés au bilan au fur et à mesure des tirages effectués

Les intérêts sur emprunts sont comptabilisés parmi les charges à mesure qu'ils sont courus.

Les emprunts extérieurs contractés par la banque et bénéficiant d'une prise en charge par TUNIS RE de la perte de change y découlant, sont présentés au niveau des états financiers en dinars Tunisiens convertis sur la base du cours historique.

Les emprunts en devises dont la STB encourt le risque de change sont réévalués à la date d'arrêt au taux en vigueur à cette date. Les pertes de change latentes sont portées en résultat.

2.6 COMPTES LIBELLÉS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES ET RÉSULTAT DE CHANGE

Le résultat de change sur les opérations de change manuel de billets de banques est constaté quotidiennement par réévaluation au cours du jour des stocks de devises détenues par la banque.

Le résultat de change sur les opérations de marché est constaté quotidiennement par réévaluation des positions de change générées par les opérations de la clientèle.

Les comptes de bilan libellés en monnaies étrangères font l'objet d'une réévaluation aux cours de change en vigueur à la date d'arrêt. L'écart dégagé est enregistré dans un compte de bilan et est constaté en résultat par le biais d'une provision pour perte de change.

2.7 LES VALEURS IMMOBILISÉES

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition compte tenu du pourcentage de récupération de la TVA de l'année précédente.

Les taux d'amortissement appliqués par la banque se détaillent comme suit :

Immeubles	2%
Matériel de transport	20%
Mobilier et matériel de bureau	10-15%
Matériel de sécurité, de communication et de climatisation	10%
Matériel informatique	15%
Logiciels informatiques	33%
Agencement, aménagement et installations	10%



3 - NOTES COMPLÉMENTAIRES

NOTE AC1- CAISSE, ET AVOIRS AUPRÈS DE LA BCT, CCP ET TGT

Le solde de ce poste s'élève à 76 296 KDT au 31/12/2004 contre 91 897 KDT au 31/12/2003

Libellés	31/12/04	31/12/03
- Caisse	19 859	18 856
- BCT	55 508	72 166
- CCP	925	871
- TGT	4	4
TOTAL	76 296	91 897

NOTE AC2- CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES ET FINANCIERS

Le solde de ce poste s'élève à 309 796 KDT au 31/12/2004 contre 245 141 KDT au 31/12/2003

Il se détaille comme suit :

Libellés	31/12/04	31/12/03
Créances sur les établissements bancaires:	15 604	21 552
- Banques Résidentes	78	140
- Banques non Résidentes	15 526	21 412
Institutions Financières:	294 192	223 589
- Banques Résidentes	236 321	174 261
Banques non Résidentes	57 871	49 328
TOTAL NET	309 796	245 141

NOTE AC3- CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

3-1 L'évolution comparée des engagements nets entre 2003 et 2004

se présente comme suit :

Libellés	31/12/04	31/12/03
- Comptes courants débiteurs	455 079	426 913
- Crédits sur ressources spéciales	939 314	1 208 778
- Les créances prises en charge par l'Etat	104 165	93 292
- Bonification prise en charge par l'Etat	50 963	54 858
- Autres concours à la clientèle	2 349 235	1 858 900
- Créances rattachées	17 793	20 523
TOTAL BRUT	3 916 549	3 663 264
- Provisions	246 764	256 566
- Provisions sur comptes courants	64 042	70 703
- Provisions sur ressources spéciales	54 004	62 630
- Provisions sur autres concours à la clientèle	127 354	121 804
- Provisions sur comptes courants associés	1 364	1 429
- Agios réservés	433 753	390 595
- Agios réservés sur comptes courants	46 156	49 014
- Agios réservés sur autres concours à la clientèle	119 286	78 769
- Agios réservés sur ressources spéciales	268 311	262 812
- Produits perçus d'avance	32 420	17 529
TOTAL NET	3 203 612	2 998 574



3-2 La structure de l'encours net des créances sur la clientèle au 31/12/2004 est la suivante:

Libellés	encours normaux	encours douteux	créances rattachées	provisions	agios réservés	produits perçus d'avance	encours net
- C/C Débiteurs	281 950	173 130	14 774	-64 042	-46 156		359 656
- C/ Ressources spéciales	15 187	924 421	2 079	-54 004	-268 311		619 372
- Autres concours à la clientèle	1 636 471	867 597	940	-128 718	-119 286	-32 420	2 224 584
TOTAL	1 933 608	1 965 148	17 793	-246 764	-433 753	-32 420	3 203 612

- Les comptes d'agios réservés arrêtés au 31/12/2004 se détaillent comme suit :

Libellés	
Agios réservés sur C/C	43 723
Agios réservés sur avals et cautions	2 111
Agios réservés sur crédits documentaires	4
Agios réservés sur régularisations soldes débiteurs	102
Agios réservés sur intérêts crédits moyen terme ordinaires	34 136
Agios réservés sur intérêts crédits moyen terme consolidés	77 188
Agios réservés sur crédits garantis par l'état	6 120
Agios réservés sur ressources spéciales	268 311
Agios réservés sur créances prises en charge par l'état	18 446
Agios réservés sur C/C associés	1 740
Frais de dépassements réservés	318
TOTAL	452 199

- Les comptes de provisions ont connu les mouvements suivants au cours de l'exercice 2004 :

SOLDE AU 31/12/2003	378 674
Réaffectations des agios réservés en provisions sur participations	2 630
Réaffectations des provisions s/ titres de placement en provisions sur participations	-591
Dotations aux provisions sur engagements	13 422
Dotations aux provisions sur titres	16 873
Reprises des provisions sur engagements	-27 274
Reprises des provisions sur titres	-5 144
SOLDE AU 31/12/2004	378 590

CESSION DE CREANCES :

Conformément à la convention cadre signée le 30 Décembre 1999, la STB a procédé au courant de l'exercice 2004 à la cession de créances au profit de la Société Tunisienne de Recouvrement des Créances (STRC) pour un montant de 23.352 KDT.

Cette cession s'inscrit dans le cadre des nouveaux mécanismes juridiques instaurés par la loi n° 98-04 du 02 Février 1998. Cette opération s'est traduite par une reprise de provisions d'un montant de 18.656 KDT et d'agios réservés devenus disponibles de 4.526 KDT.

Le prix de cession étant de 464 KDT, une plus value de 282 KDT a été dégagée.



NOTE AC4- PORTEFEUILLE-TITRES COMMERCIAL

Le solde de ce poste s'élève à 146 581 KDT au 31/12/2004 contre 139 707 KDT au 31/12/2003.

Le portefeuille-titres commercial est composé de titres à revenus fixes émis par l'Etat et de titres à revenus variables.

A la date de clôture, sa structure est la suivante :

Libellés	31/12/04	31/12/03
- Titres de placement	0	1 992
- Bons de trésor à court terme	43 205	48 362
- Bons de trésor assimilables	100 635	88 483
- Créances et dettes rattachées	4 800	3 343
- Provisions pour dépréciation Titres de Placement	0	-591
- Intérêts perçus d'avance	-2 059	-1 882
TOTAL	146 581	139 707

Les titres de placement ont été transférés au poste titres de participations , il s'agit :

- Titres de placement EX-BNDT d'un montant de 1.263 md
- Titres de placement EX-BDET d'un montant de 0.728 md

NOTE AC5- PORTEFEUILLE-TITRES D'INVESTISSEMENT

La valeur du portefeuille titres est passée de 222 623 KDT au 31/12/2003 à 227 687 KDT au 31/12/2004

Cette évolution se détaille comme suit:

Libellés	31/12/04	31/12/03
- Titres d'investissement	24 440	16 016
- Titres de participation	112 283	103 921
- Parts dans les entreprises associées et co-entreprises	50 822	47 328
- Parts dans les entreprises liées	97 964	95 620
- Sociétés en liquidation	676	676
- Participations en rétrocession	24 544	28 884
- Parts de dividendes dont le droit est établi	1 366	226
VALEUR BRUTE	312 095	292 671
Provisions	84 408	70 048
VALEUR NETTE	227 687	222 623

La répartition du portefeuille titres d'investissement en titres côtés et titres non côtés est la suivante :

- Titres côtés : 12 482 KDT
- Titres non côtés : 224 884 KDT



Les mouvements par catégorie de titres classés dans le portefeuille d'investissement sont retracés dans le tableau suivant:

Libellés	V. Comptable	Provisions 31/12/03	Dotations	Reprises	REAFF en +	REAFF en -	Provisions 31/12/04
Les titres d'investissement	24 440	-650					-650
Les SICAR	48 247	-2 781	-2 846				-5 627
Les titres de participation	64 036	-66 617	-1 633	4 365	-633		-64 518
Les entreprises liées	97 964		-10 579				-10 579
Les entreprises associées	50 822		-682	72	-1998		-2 608
Les sociétés en liquidation	676						0
Les participations en rétrocession	24 544		-1 133	707			-426
Les créances rattachées	1 366						0
TOTAL	312 095	-70 048	-16 873	5 144	-2 631	0	-84 408

Le portefeuille investissement comprend les fonds gérés par STB-SICAR et par ID-SICAR d'une valeur totale de 48.247 KDT, et qui ont été provisionnés à hauteur de 5.627 KDT

Liste des principales entreprises filiales au 31/12/2004

FILIALES	QUOTE PART DU CAPITAL %	VAL. BRUTE	PROVISIONS	VAL. NETTE
-SECTEUR FINANCIER				
STRC	84,00	16 800		16 800
STB INVEST	94,39	33 979		33 979
SOFIGES	52,07	2 603		2 603
STB CAPITALIS	92,24	2 767		2 767
SICAV-BDET	85,40	1 533	166	1 367
BFT	78,18	3 909	3 535	374
SICAV L'INVESTISSEUR	57,62	576	82	494
-SECTEUR TOURISTIQUE				
SKANES PALACE INTERNATIONAL	99,76	6 180	6 180	0
AFRICA SOUSSE	98,47	9 500	9 050	450
ULYSSE TOURS	66,55	1 331	590	741
ED-DKHILA	66,99	4 590		4 590
HOTEL EL KAHENA	60,19	2 504	2 504	0
S. TOURIS. AIN DRAHAM	49,66	1 142	1 142	0
-SECTEUR INDUSTRIEL				
SACEM	85,94	4 447		4 447
AMS	35,91	3 342	0	3 342
-SECTEUR BATIMENT				
IMMOBILIERE DE L'AVENUE	67,30	2 961		2 961
-SECTEUR SERVICES				
STE PARTNER CONSEIL	33,33	50	31	19
STE TUN. DEVPT DU CINEMA ET DE L'AUDIOVISUEL	50,00	5	5	0

Ces fonds sont destinés au financement de projets dans le cadre de la loi n° 95-87 du 30 Octobre 1995 sur les sociétés d'investissement à capital risque.



NOTE AC6- VALEURS IMMOBILISÉES

Les valeurs immobilisées nettes s'élèvent à 69 533 KDT au 31/12/2004. Les mouvements enregistrés au cours de l'exercice 2004 se détaillent comme suit :

Libellés	VALEUR D'ACQUIS. 2003	MVTS 2004 ACQUISI./ CESSION	VALEUR D'ACQUIS. 2004	AMORTIS 31/12/03	DOTATION	SORTIE AMORT ACTIF 2004	AMORTIS. 31/12/04	VAL.COMP NETTE
Immobilisations Incorporelles	6 171	-1 298	4 873	5 459	550	-1 319	4 690	183
Logiciel informatique	4 405	24	4 429	3 919	423		4 342	87
Droit au bail	57	-	57	0	0		0	57
Frais études et développement	1 709	-1 322	387	1 540	127	-1319	348	39
Immobilisations Corporelles	135 918	1 812	137 730	64 124	4 583	-327	68 380	69 350
Terrains	17 354	-	17 354					17 354
Constructions	52 258		52 258	13 781	1 111		14 892	37 366
Autres	66 306	1 812	68 118	50 343	3 472	-327	53 488	14 630
TOTAL	142 089	514	142 603	69 583	5 133	-1 646	73 070	69 533

NOTE AC7- AUTRES ACTIFS

Au 31/12/2004, les autres postes d'actif totalisent 254 105 KDT contre 234 823 au 31/12/2003 et se détaillent comme suit:

Libellés	31/12/04	31/12/03
- Prêts au personnel	58 134	49 413
- Autres charges sociales	2 622	1 903
- Etat, impôt et taxes	42 934	43 171
- Autres crédits	13 362	16 044
- Stock divers	1 051	928
- Ecart de conversion et différence de change	16 560	21 277
- Siège, succursales et agences	16 257	5 845
- Comptes de régularisation actif	81 223	83 186
- Autres	21 962	13 056
TOTAL	254 105	234 823



NOTE PA2- DÉPÔTS ET AVOIRS DES ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES ET FINANCIERS

Au 31/12/2004 ce poste totalise 56 224 KDT contre 38 699 KDT au 31/12/2003.

Sa répartition par nature de créance est la suivante :

Libellés	31/12/04	31/12/03
Etablissements bancaires :	55 417	31 186
- Banques de dépôts	39	57
- Banques d'investissement	0	0
- Organismes financiers	1 218	1 041
- Banques non résidentes	54 160	30 088
Autres	807	7 513
TOTAL	56 224	38 699

NOTE PA3- DÉPÔTS ET AVOIRS DE LA CLIENTÈLE

Le solde de ce poste s'élève à 2 629 953 KDT au 31/12/2004 contre 2 276 988 KDT au 31/12/2003.

Les dépôts se détaillent comme suit:

Libellés	31/12/04	31/12/03
- Dépôts à vue	582 101	553 240
- Dépôts épargne	1 156 021	1 061 434
- Comptes à terme	377 022	171 892
- Comptes en dinars convertibles	60 062	60 670
- Comptes en devises	205 552	167 044
- Bons de caisse	159 994	124 136
- Autres sommes dues à la clientèle	66 183	69 790
- Intérêts à payer	1 528	27 792
- Certificats de dépôts	21 490	40 990
TOTAL	2 629 953	2 276 988

NOTE PA4- EMPRUNTS & RESSOURCES SPÉCIALES

Le solde de ce poste s'élève à 824 570 KDT au 31/12/2004 contre 891 117 KDT au 31/12/2003

et se répartit comme suit:

Libellés	31/12/04	31/12/03
- Emprunts obligataires & privés	81 840	89 127
- Ressources spéciales	724 908	781 973
- Intérêts à payer	7 822	20 017
TOTAL	824 570	891 117

Il convient de mentionner que :

- L'emprunt obligataire privé TUNIS-AIR 2000 d'un montant de 50 000 KDT est venu à échéance
- La STB a souscrit à un autre emprunt obligataire TUNIS-AIR pour le même montant.



NOTE PA5- AUTRES PASSIFS

Ce poste totalise 352 339 KDT au 31/12/2004 contre 290 304 KDT au 31/12/2003

Libellés	31/12/04	31/12/03
- Provisions pour passifs et charges	47 418	51 468
- Etat, impôts, taxes et dettes sociales	11 111	13 843
- Effets financiers non échus	83 635	5 555
- Agios réservés pris en charge par l'Etat	18 446	10 674
- Charges à payer	19 116	18 924
- Crédoiteurs divers	2 915	2 693
- Suspens à régulariser	7 985	7 899
- Siège, succursales et agences	2 493	1 670
- Créances rattachées sur autres crédits	77 980	43 708
- Comptes de régularisation passif	81 240	133 870
TOTAL	352 339	290 304

NOTE PA5-1 - PROVISIONS POUR PASSIFS ET CHARGES

Les provisions pour passifs et charges constituées par la banque au terme de l'exercice 2004 s'élèvent à 47 418 KDT contre 51 468 KDT au terme de l'exercice précédent. Les provisions constituées couvrent les risques sur les éléments du hors bilan, litiges et pertes de change.

Libellés	Provisions 31/12/03	Reprises	Dotations	Provisions 31/12/04
- Provisions sur engagements par signature	39 799	-9 759	5 709	35 749
- Provisions pour risques divers	8 659			8 659
- Provisions pour pertes de change	3 010			3 010
TOTAL	51 468	-9 759	5 709	47 418

NOTE C1- CAPITAUX PROPRES

A la date de clôture, le capital social s'élève à 124 300 KDT. Il est composé de 24 860 actions d'une valeur nominale de 5 DT libéré en totalité. Les mouvements sur les capitaux propres de la banque se détaillent comme suit:

	Solde avant affectation 31/12/03	Affectation résultat 2003	Solde après affectation 31/12/03	Autres imputations	Solde 31/12/04
- Capital	124 300		124 300		124 300
- Réserves	191 290	8 844	200 134	-1862 ⁽³⁾	198 272
- Prime de fusion	56 787		56 787		56 787
- Actions propres	-63		-63		-63
- Autres capitaux propres	37 347		37 347	-9 ⁽²⁾	37 338
- Résultats reportés	3	969	972	2 ⁽¹⁾	974
- Résultat de l'exercice	18 514	-18 514		5 294	5 294
TOTAL	428 178	-8 701	419 477	3 425	422 902

(1) des dividendes sur les actions STB en avoirs propres exercice 2003.

(2) Amortissement des subventions d'équipement.

(3) Dépenses financées par le fonds social : ce fonds est présenté en net des dépenses effectuées.



NOTE E1: ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les données comparatives 2004/2003 au niveau de l'état des engagements hors bilan se détaillent comme suit:

- Garanties reçues:

Libellés	31/12/04	31/12/03
- Contre garanties reçues des banques installées à l'étranger	306 442	289 545
- Garanties reçues des banques et des établissements financiers installés en Tunisie	8 696	55 353
- Garanties reçues de l'Etat et des organismes d'assurance	142 622	112 644
- Garanties reçues de la clientèle	59 343	51 796
TOTAL	517 103	509 338

- Il s'agit pour cette rubrique des chiffres extra comptables déterminés à partir d'inventaires physiques.
- Les garanties réelles reçues auprès de la clientèle en couverture des concours octroyés ne sont pas prises en compte au niveau de l'hors bilan.

- Engagements de financement reçus :

- Les engagements de financement reçus qui figuraient dans la balance de l'ex-BDET et qui s'élèvent à 44 648 md ont été apurés.

- Engagements de financement donnés :

Libellés	31/12/04	31/12/03
Engagements de financement	41 690	55 846
Engagements de remboursement de l'Etat	149 000	149 000
TOTAL	190 690	204 846

Il s'agit de l'engagement de remboursement par la STB de la ligne spéciale BAD 6 prise en charge par l'Etat.

NOTE R1- DOTATIONS AUX PROVISIONS ET RÉSULTATS DES CORRECTIONS DE VALEURS SURCRÉANCES, HORS BILAN ET PASSIFS

cette rubrique est structurée comme suit:

Libellés	31/12/2004*	31/12/03
- Dotations aux provisions	-13 422	-23 956
- Reprises de provisions	2 570	30 025
- Créances passées par pertes et créances cédées	-31 866	-17 023
- Reprises de provisions sur créances cédées	18 656	11 417
- Reprises de provisions sur créances passées par pertes	5 983	3 549
TOTAL	-18 079	4 012

* Compte tenu de la couverture des risques à hauteur de 61.972 mD par :

- L'affectation de la plus value réalisée sur la cession des parts détenues dans la SFBT et AIR LIQUIDE pour un montant de 23.680 mD en référence à la norme comptable n° 14 relative aux événements postérieurs à la date de clôture.
- L'affectation des agios réservés sur les créances prises en charge par l'Etat pour un montant de 8.292 mD
- La garantie simple accordée par l'Etat à fin Juin 2005 à hauteur de 30.000 mD



**NOTE R2- DOTATIONS AUX PROVISIONS ET RÉSULTATS DES CORRECTIONS DE VALEURS
SUR PORTEFEUILLE D'INVESTISSEMENT**

La structure de ce compte est la suivante:

Libellés	31/12/04	31/12/03
- Reprises sur provisions pour dépréciation du portefeuille d'investissement	5 209	2 532
- Plus values ou moins values de cession du portefeuille d'investissement	1 429	1 604
- Provisions pour dépréciation du portefeuille d'investissement	-16 873	-18 911
TOTAL	-10 235	-14 775

NOTE R3- FRAIS DE PERSONNEL :

Les frais du personnel s'élèvent à 72 855 KDT au 31 Décembre 2004 et se détaillent comme suit:

Libellés	31/12/04	31/12/03
- Rémunération du personnel	56 566	50 379
- Charges sociales	14 472	13 601
- Autres charges liées aux personnel	1 817	1 684
TOTAL	72 855	65 664

Les frais du personnel intègrent une charge exceptionnelle de 7 623 KDT représentant la totalité des indemnités de départ volontaire à la retraite majorées des charges sociales y afférentes servies aux 171 personnes concernées par ce plan.

NOTE R4- GAINS SUR PORTEFEUILLE TITRES COMMERCIAL ET OPÉRATIONS FINANCIÈRES

Ce poste se détaille comme suit:

Libellés	31/12/04	31/12/03
- Gains nets sur titres de transaction	7 137	7 197
- Gains nets sur titres de placement	10 200	7 970
- Gains nets sur opérations de change	6 857	6 233
TOTAL	24 194	21 400

Les gains nets sur titres de transaction sont répartis comme suit :

Libellés	31/12/04	31/12/03
- Gains sur cession BTCT	10 059	11 807
- Intérêts sur bons de trésor acquis (+)	838	2 207
- Intérêts sur bons de trésor rétrocédés (-)	-3 760	-6 816
TOTAL	7 137	7 198

Les gains nets sur titres de placement sont répartis comme suit :

Libellés	31/12/04	31/12/03
- Intérêts et revenus assimilés (+)	10 142	7 902
- Dividendes et revenus assimilés (+)	58	68
TOTAL	10 200	7 970



NOTE F1- LIQUIDITÉS ET ÉQUIVALENTS DE LIQUIDITÉS

Les liquidités et équivalents de liquidités en début et en fin d'exercice s'analysent comme suit:

Libellés	31/12/04	31/12/03
- Caisse et CCP	20 788	19 731
- BCT	53 886	71 152
- Banques et organismes spécialisés	-39 814	-9 696
- Prêts-emprunts sur le marché monétaire	223 728	45 753
- titres de transactions	41 145	46 480
Liquidités et équivalents de liquidités	299 733	173 420

La variation de 126 313 KDT constitue une augmentation des liquidités ayant pour origine:

- Flux liés à l'exploitation :	210 378 KDT
- Flux liés à l'investissement :	- 9 166 KDT
- Flux liés au financement :	- 74 899 KDT

Le résultat par action et les données ayant servi à sa détermination au titre de l'exercice 2004, comparativement à l'exercice 2003 se présentent comme suit:

Libellés	31/12/04	31/12/03
- Résultat net en DT	5 293 800	18 513 807
- Résultat net attribuable aux actions ordinaires en DT	5 293 800	18 513 807
- Nombre moyen d'actions ordinaires	24 860 000	24 860 000
Résultat par action en DT	0,213	0,745

Le résultat par action ainsi déterminé correspond au résultat de base par action.

Il est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actions par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.



RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES AU 31 DECEMBRE 2004

Messieurs les actionnaires,

En exécution du mandat de commissariat aux comptes que vous avez bien voulu nous confier, nous avons procédé à l'audit des états financiers de la Société Tunisienne de Banque couvrant la période du 1er Janvier au 31 Décembre 2004, et qui font apparaître un total bilan net de 4 287 610 mille dinars et un bénéfice net de 5 294 mille dinars.

Ce résultat est arrêté compte tenu :

- D'une dotation aux amortissements de 5 613 mD.
- D'une dotation aux provisions et résultat des corrections de valeurs de 28 314 mD.
- D'un impôt sur les sociétés de 619 mD.

Par ailleurs au 31 décembre 2004, les provisions et les agios réservés totalisent 830 789 mD, soit une augmentation de 50 566 mD par rapport au 31 décembre 2003.

Notre audit a été effectué conformément aux normes de révision comptables généralement admises incluant les épreuves et sondages que nous avons jugé nécessaires eu égard aux circonstances.

Nous nous sommes assurés en outre du respect des dispositions des circulaires de la Banque Centrale de Tunisie en matière de classification, d'évaluation et de couverture des risques et notamment la circulaire n° 91-24 du 17 Décembre 1991 telle que modifiée par les circulaires n°93-23 du 30 Juillet 1993, n°99-04 du 19 Mars 1999 et n°2001-12 du 4 Mai 2001.

Les notes annexes font partie intégrante du présent rapport.

Les analyses et commentaires développés dans :

- Notre rapport d'évaluation du système de contrôle interne
- Notre rapport portant sur l'évaluation, la classification des risques et leur couverture par des garanties, par des provisions et par des agios réservés

Ont constitué des éléments de base dans l'élaboration du présent rapport.

Ces analyses et commentaires font apparaître principalement une inadéquation des procédures de contrôle interne, des systèmes d'information et de sécurité informatique.

Par ailleurs, les informations financières contenues dans le rapport de votre conseil d'administration relatif à l'exercice clos au 31 décembre 2004, sont conformes aux états financiers ci-dessus indiqués.

Sur la base des documents qui nous ont été présentés, des diligences accomplies et à l'exception de ce qui est précédemment mentionné, nous certifions que les états financiers de la Société Tunisienne de Banque arrêtés au 31 Décembre 2004 sont, pour tous aspects significatifs, réguliers et sincères et reflètent la situation financière et patrimoniale de la Banque au 31 Décembre 2004 et le résultat de ses opérations réalisées au cours de la période du 1er Janvier 2004 au 31 Décembre 2004.

LES CO COMMISSAIRES AUX COMPTES

Mourad Guellaty

ORGA AUDIT

Ben Afia Mohamed Salah





RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES AU 31 DECEMBRE 2004

Messieurs les actionnaires,

En application des dispositions de l'article 29 de la loi n°2001-65 du 10 Juillet 2001, relative aux établissements de crédits et de l'article 200 du code des sociétés commerciales, nous avons l'honneur de porter à votre connaissance les conventions prévues par les dits articles et réalisées ou qui demeurent en vigueur, durant l'exercice 2004. Il s'agit des opérations ci-après :

- La STB a procédé au cours de l'exercice 2004 à la cession de créances au profit de la Société Tunisienne de Recouvrement de Créances (STRC).

Les opérations de cession ont porté sur des créances d'un montant total brut de 23 352 mD couvertes à concurrence de 18 656 mD par des provisions et 4 526 mD par des agios réservés. Le prix de cession a été fixé à 464 mD. Cette opération a dégagé une plus value de 282 mD.

- La STB a signé en 1999, 2000, 2001, 2002 et 2003 avec la filiale " STB SICAR " des conventions de gestion de fonds à capital risque.

Ces conventions ainsi que leurs conditions de rémunération respectives sont résumées comme suit :

Libellé	Montant du Fonds en mD	Commission de Gestion (%)	Commission de Performance (%)	Commission de Rendement (%)
Fonds STB 1	8 000	1	-	-
Fonds STB 2	8 000	1	20	10
Fonds STB 3	5 000	1	10	10
Fonds STB 4	6 500	1	10	10
Fonds STB 5	6 824	1	10	10
Base de la commission		Montant des fonds gérés	Plus values réalisées	Produit des placements

- La STB a conclu avec sa filiale " ID SICAR " trois conventions de gestion de fonds à capital risque. Ces conventions ainsi que leurs conditions de rémunération sont résumées comme suit :

Libellé	Montant du Fonds en mD	Commission de Gestion (%)	Commission de Performance (%)	Commission de Rendement (%)
Fonds STB 1	2 000	1	10	10
Fonds STB 2	2 000	1	10	10
Fonds STB 3	5 435	1	10	10
Base de la commission		Montant des fonds gérés	Plus values réalisées	Produit des placements



- Certains contrats de location sont signés entre la STB et ses filiales occupant des locaux de la STB. Les conditions annuelles d'occupation des lieux se détaillent comme suit :

Filiales	Montant du loyer En dinars (TTC)	Date début de la location	Majoration par année
STRC 1 ^{er} étage	10 000	01/07/2004	5%
STRC 2 ^{ème} étage	10 000	01/09/2001	5%
STB CAPITALIS	9 500	01/01/2002	5%
STB INVEST	7 080	01/07/2001	5%

- Au cours de l'exercice 2004, la banque a accordé des dons et subventions pour un montant de 630 mD.

En dehors de ces opérations, nos travaux n'ont pas révélé l'existence d'autres opérations conclues par votre société pouvant entrer dans le cadre de l'un des articles précités.

Par ailleurs, votre Conseil d'Administration ne nous a pas avisé de l'existence d'autres opérations conclues par votre société et entrant dans le cadre des dispositions des articles précédemment mentionnés.

LES CO COMMISSAIRES AUX COMPTES

Mourad Guellaty

ORGA AUDIT

Ben Afia Mohamed Salah





RESOLUTIONS ADOPTÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 21 JUIN 2005 (EXERCICE 2004)

PREMIERE RESOLUTION

Après avoir entendu lecture du rapport du Conseil d'Administration relatif à l'exercice 2004 et du rapport général des commissaires aux comptes ainsi que les explications complémentaires fournies, l'Assemblée Générale Ordinaire approuve le rapport du Conseil d'Administration et les états financiers de l'exercice clos le 31.12.2004, tels qu'ils sont présentés.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire prend acte du rapport spécial des commissaires aux comptes relatif aux opérations visées à l'article 200 et suivants du code des sociétés commerciales et approuve les dites opérations.

TROISIEME RESOLUTION

Après avoir entendu lecture du rapport du Conseil d'Administration relatif au groupe STB et du rapport général des commissaires aux comptes, l'Assemblée Générale Ordinaire approuve le rapport du Conseil d'Administration et les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31.12.2004, tels qu'ils sont présentés.

QUATRIEME RESOLUTION

En conséquence, l'Assemblée Générale Ordinaire donne aux membres du Conseil d'Administration quitus entier, définitif et sans réserve de leur gestion relative à l'exercice 2004.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire approuve l'affectation des bénéfices ci-après, telle que proposée par le Conseil d'Administration :

Bénéfice de l'exercice	5 293 799,698
Report à nouveau	973 999,900
Bénéfice à répartir	6 267 799,598
Réserves légales	0
1er reliquat	6 267 799,598
Rémunération du capital (%)	0
2ème reliquat	6 267 799,598
Réserves à régime spécial	1 428 959,110
3ème reliquat	4 838 840,488
Réserves extraordinaires	3 338 840,488
4ème reliquat	1 500 000,000
Fonds social	1 500 000,000



SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, sur proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter aux comptes de provisions un montant de 30 .000. 000,000 Dinars prélevé sur la prime de fusion.

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, sur proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter, en cas de besoins, aux comptes de provisions :

- le montant de 9.981.105,755 Dinars comptabilisé dans le compte "Réserves à régime spécial" devenu disponible à fin décembre 2004.
- le montant de 19.980.389,146 Dinars comptabilisé dans le compte "Réserves à régime spécial" qui deviendra disponible à fin décembre 2005.

HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, en application des dispositions de l'article 29 des statuts, décide d'allouer au Conseil d'Administration, à titre de jetons de présence, qui en fait la répartition entre les membres, la somme de 32.000,000 dinars.

NEUVIEME RESOLUTION

En application des dispositions de l'article 19 de la loi 94-117 du 14 novembre 1994 portant réorganisation du marché financier telle que modifiée par la loi 99-92 du 17 août 1999 relative à la relance du marché financier et de l'arrêté du Ministre des Finances du 17 novembre 2000, l'Assemblée Générale Ordinaire autorise le Conseil d'Administration à acheter et revendre en bourse les actions de la STB en vue de réguler leurs cours .

DIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire approuve la nomination de Monsieur Laroussi BAYOUDH faite par le Conseil d'Administration lors de sa réunion du 6 août 2004 en tant qu'administrateur représentant l'Etat, en remplacement de Monsieur Brahim SAADA et ce, pour la période restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit à la date de l'Assemblée Générale Ordinaire qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2006.

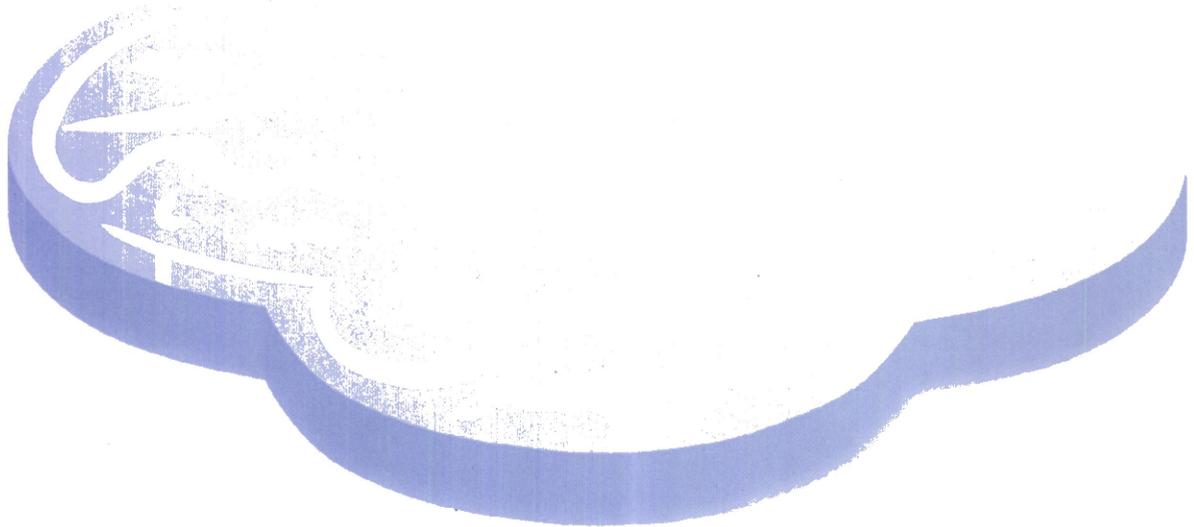
ONZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire nomme le cabinet " Commissariat Management Conseil " en tant que commissaire aux comptes, pour les exercices 2005, 2006 et 2007 et renouvelle le mandat du cabinet " Orga Audit " et ce pour la même période.

DOUZIEME RESOLUTION

Pour l'accomplissement des formalités de dépôt, de publication légale et autres, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie ou d'une expédition du procès verbal de la présente assemblée.

**RAPPORT DE GESTION
DU GROUPE STB**



**ETATS FINANCIERS
CONSOLIDES**



RAPPORT DE GESTION DU GROUPE STB EXERCICE 2004

ANALYSE DES ETATS FINANCIERS DU GROUPE STB

Evolutions des principaux postes du bilan consolidé

Au 31 décembre 2004, le total du bilan consolidé s'élève à 4.500.578 mD, en hausse de 6,33% par rapport au 31 décembre 2003.

Les principaux changements du périmètre intervenus entre le 31 décembre 2003 et le 31 décembre 2004 ont porté sur la modification de la méthode de consolidation des deux SICAV L'INVESTISSEUR et L'AVENIR (ex-BDET), précédemment consolidées par intégration globale, et qui, désormais sont consolidées par mise en équivalence. Ce changement a ramené le nombre des entités intégrées globalement à dix (y compris la société mère) contre douze en 2003.

Les créances sur la clientèle du groupe s'élèvent au 31 décembre 2004 à 3.242.740 mD, contre 3.157.322 en 2003, soit une évolution de 2,71%. Cette progression se justifie par l'accroissement des créances sur la clientèle enregistrée au niveau notamment de la société mère (6,5%).

Le portefeuille d'investissement du groupe a connu une hausse par rapport au 31 décembre 2003 de 21% en passant de 121.930 mD à 148.269 mD au terme de l'exercice 2004.

L'encours des dépôts de la clientèle du groupe s'élève à 2.723.021 mD au 31 décembre 2004 contre 2.368.011 mD au 31 décembre 2003 enregistrant une progression de l'ordre de 15%. Cette évolution est attribuable essentiellement à l'évolution des ressources clientèle réalisée au niveau de la société mère (croissance des dépôts à terme, des comptes d'épargne ainsi que des comptes à vue de la clientèle de particuliers).

Les capitaux propres consolidés du Groupe s'élèvent à 494 528 mD au 31 décembre 2004 contre 506 444 mD au 31 décembre 2003.

- les réserves consolidées totalisent en 2004 367 427 mD ainsi décomposées :
 - Contribution des sociétés intégrées globalement : 347.975 mD
 - Contribution des sociétés mises en équivalence : 19.452 mD
- les actions propres détenues par le groupe sur lui même (actions d'auto-contrôle), s'élèvent en 2004 à 2.294 mD contre 4.816 mD en 2003.

DÉCOMPOSITION DU RÉSULTAT CONSOLIDÉ :

Le résultat réalisé en 2004 s'élève à 5 795 mD contre 21 558 mD en 2003. cette régression trouve son origine dans :

- la baisse du résultat de la société mère ;
- la baisse du résultat de certaines filiales intégrées globalement (STRC, SOFIGES, STB INVEST) ;
- la baisse du résultat de certaines sociétés mises en équivalence (STIA, AMS) ;
- l'entrée dans le périmètre du groupe de certaines sociétés déficitaires.



INFORMATIONS SEGMENTÉES

Contribution des sociétés dans le résultat consolidé du groupe, par pôle d'activité

Secteur	2004		2003	
	Valeur	%	Valeur	%
BANCAIRE	11 517	198,74	23 313	107,65
FINANCIER	- 607	-10,47	1 257	5,80
TOURISME	-184	-3,18	- 445	-2,07
INDUSTRIE	- 5 287	-91,23	- 4 339	-19,24
SERVICE	198	3,42	90	0,07
COMMERCE	1 228	21,19	1 730	7,98
IMMOBILIER	- 1 070	-18,46	- 48	-0,19
TOTAL	5 795	100,00	21 558	100,00

Ventilation du résultat du groupe par zone d'implantation géographique

Zone d'implantation Géographique	2004		2003	
	Valeur	%	Valeur	%
Grand Tunis	11 036	190,44	25 770	119,54
Cap Bon	138	2,38	-363	-1,68
Le Sahel	- 3 913	-67,52	- 4 335	-20,11
Nord Ouest	0	0,00	0	0,00
Le Centre	11	0,19	7	0,03
Le Sud	- 1 964	-33,89	-5	-0,03
Afrique: NIGER	442	7,63	403	1,87
Europe: FRANCE	45	0,78	81	0,38
TOTAL	5 795	100,00	21 558	100,00

PERSPECTIVES DU GROUPE : PROGRAMME AMBITIEUX D'ASSAINISSEMENT ET DE RESTRUCTURATION DU PORTEFEUILLE DE LA STB

Dans ce cadre et afin d'optimiser la gestion de son portefeuille, la société mère du Groupe a adopté les axes stratégiques suivants :

- Poursuite du désengagement de la banque des participations dans les sociétés exerçant dans des secteurs concurrentiels en application du programme de privatisation arrêté en collaboration avec les Autorités de tutelle.
- Revente des participations prises dans le cadre du bouclage des schémas de financement, conformément aux contrats de rétrocession.
- Observation de plus de rigueur en matière de prise de participation.





BILAN CONSOLIDÉ

Arrêté au 31/12/2004

(Unité : 1000 dinars)

	2004	2003
ACTIF		
Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP ET TGT	83 504	97 958
Créances sur les établissements bancaires et financiers	312 380	250 216
Créances sur la clientèle	3 242 740	3 157 322
Portefeuille titres commercial	223 735	189 581
Portefeuille d'investissement	148 269	121 930
Titres mis en équivalence	85 901	86 302
Valeurs immobilisées	68 486	77 085
Actif d'impôt différé	6 311	6 491
Autres actifs	329 252	245 957
TOTAL ACTIF	4 500 578	4 232 842
PASSIF		
Banque centrale et C.C.P	10 267	79 991
Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers	55 873	39 348
Dépôts et avoirs de la clientèle	2 723 021	2 368 011
Emprunts et ressources spéciales	743 041	904 225
Passif d'impôt différé	13 214	30 223
Autres passifs	454 752	295 860
TOTAL PASSIF	4 000 168	3 717 658
INTÉRÊTS MINORITAIRES	5 882	8 740
CAPITAUX PROPRES		
Capital	124 300	124 300
Réserves/ réserves consolidées et assimilées	367 427	365 402
Actions propres	-2 994	-4 816
Résultat de l'exercice/consolidé	5 795	21 558
TOTAL CAPITAUX PROPRES	494 528	506 444
TOTAL PASSIF, INTÉRÊTS MINORITAIRES ET CAPITAUX PROPRES	4 500 578	4 232 842

ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN CONSOLIDÉ

Arrêté au 31/12/2004

(Unité : 1000 dinars)

	2004	2003
PASSIFS EVENTUELS		
Cautions, avals et autres garanties données	662 357	699 394
Crédits documentaires	217 533	198 129
TOTAL PASSIFS EVENTUELS	879 890	897 523
ENGAGEMENTS DONNES		
Engagements de financements donnés	190 688	204 844
Engagements sur titres	6 988	12 557
TOTAL ENGAGEMENTS DONNES	197 676	217 401
ENGAGEMENTS REÇUS		
Engagements de financements reçus	0	48 414
Garanties reçues	520 063	512 298
TOTAL ENGAGEMENTS REÇUS	520 063	560 712



ETAT DE RESULTAT CONSOLIDÉ

Arrêté au 31/12/2004

(Unité : 1000 dinars)

	2004	2003
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE		
Intérêts et revenus assimilés	179 745	201 446
Commissions	47 675	35 946
Gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières	26 954	25 519
Revenus du portefeuille-titres d'investissement	5 170	3 219
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	259 544	266 130
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE		
Intérêts encourus et charges assimilées	-128 100	-135 309
Commissions encourues	-1 135	-2 203
Pertes sur portefeuille-titres commercial et opérations financières	-452	-985
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	-129 687	-138 497
PRODUIT NET BANCAIRE	129 857	127 633
Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif	-20 097	2 812
Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	842	-5 926
Autres produits d'exploitation	8 981	2 039
Frais de personnel	-78 172	-71 247
Charges générales d'exploitation	-22 083	-19 280
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	-7 552	-5 276
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	-5 175	-3 730
RESULTAT D'EXPLOITATION	6 601	27 025
Solde en gain / perte provenant des autres éléments ordinaires	2 659	1 826
Impôts sur les sociétés	-3 585	-6 969
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES	5 675	21 882
Solde en gain / perte provenant des éléments extraordinaires	0	0
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	5 675	21 882
Intérêts minoritaires	-120	324
RESULTAT NET CONSOLIDE DE L'EXERCICE	5 795	21 558



ETAT DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

Arrêté au 31/12/2004

(Unité : 1000 dinars)

	2004	2003
ACTIVITES D'EXPLOITATION		
Flux de trésorerie net affecté aux activités d'exploitation	200 951	75 627
ACTIVITES D'INVESTISSEMENT		
Flux de trésorerie net provenant/affecté aux activités d'investissement	-6 773	-10 982
ACTIVITES DE FINANCEMENT		
Flux de trésorerie net provenant/ affecté aux activités de financement	-70 929	-52 704
Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités au cours de la période	123 248	11 941
Liquidités et équivalents en début de période	177 910	165 969
Liquidités et équivalents en fin de période	301 158	177 910



NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 31 DÉCEMBRE 2004

NOTE 1. PRINCIPES COMPTABLES D'ÉVALUATION ET DE PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

1.1 : RÉFÉRENTIEL D'ÉLABORATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les états financiers consolidés, du groupe STB, sont préparés et présentés conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie édictés notamment par :

- La norme comptable générale (NCT 1) ;
- Les normes comptables bancaires (NCT 21 à 25) ;
- Les normes comptables relatives à la consolidation (NCT 35 à 37) ;
- La norme comptable relative aux regroupements d'entreprises (NCT 38) ;
- Les règles de la Banque Centrale de Tunisie prévues par la circulaire N° 91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée par les circulaires N° 99-04 du 19 mars 1999 et N° 2001-12 du 4 mai 2001.

1.2 : PÉRIMÈTRE ET MÉTHODES DE CONSOLIDATION

1.2.1 : Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation du groupe STB comprend :

- La société mère : STB
- Les filiales : les sociétés sur lesquelles la STB exerce un contrôle exclusif ;
- Les entreprises associées : les sociétés sur lesquelles la STB exerce une influence notable.

Sont exclus du périmètre de consolidation :

- Les sociétés en liquidation ;
- Les sociétés dont les états financiers sont indisponibles.
- Les sociétés dont la STB a perdu le contrôle suite à une décision de justice;
- Les sociétés dont la STB a cessé d'exercer une influence notable ;
- Les sociétés qui se trouvent dans l'impossibilité de transférer des fonds à la STB, ou se trouvent sous contraintes durables.





1.2.2 : Méthodes de consolidation

1.2.2.1 : Les sociétés consolidées par intégration globale

Les sociétés intégrées globalement sont les filiales de la banque qui opèrent dans le secteur financier et dans lesquelles la société mère exerce un contrôle exclusif de droit, présumé ou de fait.

La méthode de l'intégration globale consiste dans les étapes successives suivantes :

- Les états financiers individuels de la société mère et de ses filiales sont combinés ligne par ligne en additionnant les éléments semblables d'actifs, de passifs, de capitaux propres, de produits et de charges.
- Les opérations réciproques entre sociétés du groupe sont éliminées d'une manière symétrique
- Les intérêts minoritaires dans le résultat net des filiales consolidées de l'exercice sont identifiés et soustraits du résultat du groupe afin d'obtenir le résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère.
- La valeur comptable de la participation du groupe dans chaque filiale et la quote-part du groupe dans les capitaux propres sont éliminées pour déterminer les réserves consolidées et la part des minoritaires dans les réserves.

1.2.2.2 : Les sociétés mises en équivalence

Les sociétés mises en équivalence sont les filiales qui opèrent dans des secteurs dissemblables de celui de la banque ou celles dans lesquelles elle n'exerce qu'une influence notable.

La méthode de la mise en équivalence consiste dans les étapes successives suivantes :

- Retraiter les capitaux propres de la société mise en équivalence par élimination des opérations réciproques ayant un impact sur ses résultats ou ses réserves.
- Constater la quote-part du groupe dans les capitaux propres de la société mise en équivalence par un poste d'actif "Titres mis en équivalence".
- Eliminer les participations des sociétés intégrées globalement dans la société mise en équivalence par la quote-part du groupe dans les capitaux propres et constater la différence dans le résultat consolidé parmi le poste "Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence" en tenant compte des effets sur les réserves consolidées.



Le tableau suivant synthétise le périmètre, les méthodes de consolidation et les pourcentages d'intérêts utilisés pour l'élaboration des états financiers consolidés du groupe STB:

Société	Méthode de consolidation		Pourcentage d'intérêt	
	2004	2003	2004	2003
STB	I-G	I-G	99,95	99,73
BFT	I-G	I-G	78,72	78,54
STB SICAR	I-G	I-G	82,73	82,50
STB INVEST	I-G	I-G	98,98	98,76
ID SICAR	I-G	I-G	94,13	93,84
SOFIGES	I-G	I-G	93,39	93,15
SOFI ELAN	I-G	I-G	57,32	57,16
STB MANAGER	I-G	I-G	91,05	90,81
STB CAPITALIS	I-G	I-G	92,19	91,99
SICAV L'AVENIR (ex-BDET) (i)	M-E	I-G	93,12	94,65
SICAV L'INVESTISSEUR (i)	M-E	I-G	63,20	58,31
STRC	I-G	I-G	98,83	98,58
UNION TUNISIENNE DE BANQUE	M-E	M-E	25,00	24,94
SONIBANK	M-E	M-E	24,99	24,93
SIDCO SICAR	M-E	M-E	27,77	29,40
IMMOB.DE.L'AVENUE	M-E	M-E	96,46	96,22
SKANES PALACE INTER	M-E	M-E	99,84	99,62
SOUSSE PALACE	M-E	M-E	97,93	97,71
ED DKHILA	M-E	M-E	67,77	67,61
STAD (ii)	(Hors périmètre)	M-E	-	49,52
HOTEL DALIA (ii)	(Hors périmètre)	M-E	-	46,76
HOTEL YOUNES (ii)	(Hors périmètre)	M-E	-	44,75
SOUSSE CENTER	M-E	M-E	42,19	42,24
HOTEL ZODIAC (ii)	(Hors périmètre)	M-E	-	37,34
SED HAMMAMET SUD	M-E	M-E	29,99	29,92
SGT	M-E	M-E	29,99	34,19
LELLA HADHRIA (ii)	(Hors périmètre)	M-E	-	35,79
SED SOUSSE NORD	M-E	M-E	24,91	24,85
RAIS CLUB	M-E	M-E	24,11	24,05
HOTEL LES DUNES NEFZAOUA	M-E	M-E	22,86	22,81
HOTEL NOVA PARK (ii)	(Hors périmètre)	M-E	-	22,63
AMS	M-E	M-E	66,62	66,10
SACEM	M-E	M-E	85,86	85,71
STIA	M-E	M-E	49,53	49,38
STC	M-E	M-E	29,54	29,47
SICOAC	M-E	M-E	23,56	23,51
SIMET	(Hors périmètre)	M-E	-	21,41
PARTNER CONSEIL (ii)	(Hors périmètre)	M-E	-	60,47
BANQUE D'AFFAIRES DE TUNISIE	M-E	M-E	29,98	29,91
STCV VERITAS	M-E	M-E	27,05	26,99
STCT	M-E	M-E	39,94	39,85
STAFIM	M-E	M-E	19,90	19,85
SICAV L'EPARGNANT (iii)	M-E	(Hors périmètre)	62,21	-
RÉSIDENCE KANTAOUI (iii)	M-E	(Hors périmètre)	23,37	-
RAMLA TOZEUR (iii)	M-E	(Hors périmètre)	23,41	-
SOCIETE BEL AIR (iii)	M-E	(Hors périmètre)	23,96	-
HOTEL PALMYRE (iii)	M-E	(Hors périmètre)	25,24	-
DAR DHIAFA (iii)	M-E	(Hors périmètre)	32,18	-
HOTEL NEPTUNIA (iii)	M-E	(Hors périmètre)	46,79	-
HOTEL DREAMS BEACH (iii)	M-E	(Hors périmètre)	24,57	-

- I-G : consolidation par intégration globale ;
- M-E : consolidation par mise en équivalence ;

- (i) : consolidation par I-G en 2003, désormais consolidées par M-E en 2004 ;
- (ii) : sortie du périmètre 2004 ;
- (iii) : entrée dans le périmètre 2004 .



1.3 : RÈGLES SPÉCIFIQUES À LA CONSOLIDATION

1.3.1 : Traitement des écarts de première consolidation

L'écart de première consolidation est la différence au moment de l'acquisition entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part correspondante dans l'actif net comptable de la société consolidée. Cet écart se décompose entre écart d'évaluation correspondant au plus ou moins-values latentes sur les actifs ainsi que l'écart d'acquisition qui correspond au goodwill positif ou négatif.

Chaque fois que des informations ont été disponibles les écarts d'acquisition ont été identifiés et constatés en tant que tels parmi les immobilisations incorporelles en actif.

Les écarts d'acquisition ont été amortis linéairement sur une période de 5 ans.

1.3.2. Règles de traitement des impôts différés

L'élimination des opérations réciproques ayant une incidence sur les résultats et les réserves occasionnent des traitements de l'impôt différé.

L'impôt différé est traité selon le taux nominal de l'impôt sur les sociétés.

NOTE 2. NOTES SUR LES POSTES DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

2.1 : PORTEFEUILLE-TITRES COMMERCIAL

Désignation	2004	2 003
Portefeuille Société Tunisienne de Banque	146 581	139 707
Portefeuille titres des filiales	77 154	49 874
TOTAL	223 735	189 581



2.2 : TITRES MIS EN ÉQUIVALENCE

Société	2004	2 003
UNION TUNISIENNE DE BANQUE	11 544	10 613
SONIBANK	5 262	4 078
SIDCO SICAR	1 455	1 285
IMMOB.DE.L'AVENUE	9 016	10 131
SKANES PALACE INTER	0	0
SOUSSE PALACE	0	0
ED DKHILA	5 956	5 853
STAD	-	0
HOTEL DALIA	-	0
HOTEL YOUNES	-	510
SOUSSE CENTER	6 645	6 699
HOTEL ZODIAC	-	1 670
SED HAMMAMET SUD	154	164
SGT	1 388	1 782
LELLA HADHRIA	-	64
SED SOUSSE NORD	7 508	7 597
RAIS CLUB	0	0
HOTEL LES DUNES NEFZAOUA	0	0
HOTEL NOVA PARK	-	0
AMS	5 039	7 168
SACEM	0	0
STIA	15 459	14 838
STC	4 484	4 695
SICOAC	2 884	2 887
SIMET	-	82
PARTNER CONSEIL	-	35
BANQUE D'AFFAIRES DE TUNISIE	1 049	1 038
STCV VERITAS	685	655
STCT	29	145
STAFIM	4 809	4 313
SICAV L'AVENIR (ex-BDET)	670	-
SICAV L'INVESTISSEUR	338	-
SICAV L'EPARGNANT	321	-
RESIDENCE KANTAOUI	447	-
RAMLA TOZEUR	34	-
SOCIETE BEL AIR	0	-
HOTEL PALMYRE	0	-
DAR DHIAFA	0	-
HOTEL NEPTUNIA	454	-
HOTEL DREAMS BEACH	271	-
TOTAL	85 901	86 302



2.3 : INTÉRÊTS MINORITAIRES

Sociétés	31/12/04			31/12/03		
	Intérêts minoritaires dans les résultats	Intérêts minoritaires dans les réserves	Total	Intérêts minoritaires dans les résultats	Intérêts minoritaires dans les réserves	Total
STB	6	10	16	57	1 244	1 301
BFT	-70	-728	-798	-60	-807	-867
STB SICAR	-109	3 041	2 932	16	3 169	3 185
STB INVEST	5	375	381	12	543	555
ID SICAR	2	52	54	19	70	89
SOFIGES	-54	308	254	-42	623	581
SOFI ELAN	98	2 690	2 788	241	2 501	2 742
STB MANAGER	9	5	14	7	46	53
STB CAPITALIS	-8	225	217	-4	233	229
STRC	1	24	25	17	303	320
SICAV L'AVENIR (ex-BDET)	-	-	-	4	52	56
SICAV L'INVESTISSEUR	-	-	-	57	439	496
TOTAL	-120	6 002	5 882	324	8 416	8 740



2.4 : RÉSERVES CONSOLIDÉES

Société	2 004	2 003
SOCIETES INTEGREES GLOBALEMENT	347 975	348 571
STB	334 516	335 355
BFT	-6 241	-6 507
STB SICAR	5 092	4 979
STB INVEST	8 354	8 189
ID SICAR	33	119
SOFIGES	3 636	3 906
SOFI ELAN	998	1 842
STB MANAGER	46	-46
STB CAPITALIS	49	71
STRC	1 492	1 015
SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE	19 452	16 831
SICAV L'AVENIR (ex-BDET)	-204	-222
SICAV L'INVESTISSEUR	-53	-130
SICAV L'EPARGNANT	5	-
SIDCO SICAR	257	18
SONIBANK	3 992	2 847
UNION TUNISIENNE DE BANQUE	3 061	2 093
BANQUE D'AFFAIRES DE TUNISIE	-8	192
HOTEL LES DUNES DE NAFZAOUA	-656	-566
RESIDENCE KANTAOUI	386	-
HOTEL RAMLA TOZEUR	-202	-
BEL AIR	-1 300	-
RAIS CLUB	-281	-281
HOTEL PALMYRE	0	-
STC	-76	297
SGT	437	220
DAR DHIAFA	-827	-
SOUSSE CENTER	366	379
HOTEL NEPTUNIA	-776	-
ED DKHILA	2 071	2 268
SED SOUSSE NORD	2 512	2 116
SOUSSE PALACE	-9 199	-9 199
SKANES PALACE INTERNATIONAL	-6 186	-6 188
SED HAMMAMET SUD	-238	-299
AMS	2 273	4 486
STIA	18 785	17 254
SICOAC	1 577	1 242
SACEM	-4 422	-4 422
L'IMMOBILIERE DE L'AVENUE	5 446	5 534
STCT	-52	32
STCV VERITAS	273	162
STAFIM PEUGEOT	2 491	1 540
HOTEL DREAMS BEACH	0	-
STAD	-	-457
SIMET	-	-193
LELLA HADRIA	-	-19
PARTNER CONSEIL	-	-48
HOTEL DALIA	-	-1 553
HOTEL YOUNES	-	-406
HOTEL ZODIAC	-	305
HOTEL NOVA PARK	-	-523
TOTAL	367 427	365 402



2.5 : RÉSULTAT CONSOLIDÉ

Société	2 004	2 003
SOCIETES INTEGREES GLOBALEMENT	10 623	25 288
STB	11 432	23 100
BFT	-260	-220
STB SICAR	-522	76
STB INVEST	498	972
ID SICAR	25	285
SOFIGES	-764	-575
SOFI ELAN	132	322
STB MANAGER	94	66
STB CAPITALIS	-95	-50
STRC	84	1 159
SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE	- 4 828	-3 730
SICAV L'AVENIR (ex-BDET)	38	73
SICAV L'INVESTISSEUR	-29	80
SICAV L'EPARGNANT	5	-
SIDCO SICAR	11	7
SONIBANK	442	403
UNION TUNISIENNE DE BANQUE	45	81
BANQUE D'AFFAIRES DE TUNISIE	-142	52
HOTEL LES DUNES DE NAFZAOUA	0	0
RESIDENCE KANTAOUI	60	-
HOTEL RAMLA TOZEUR	-294	-
BEL AIR	0	-
RAIS CLUB	0	0
HOTEL PALMYRE	-1 670	-
STC	-393	-18
SGT	227	231
DAR DHIAFA	0	-
SOUSSE CENTER	192	-122
HOTEL NEPTUNIA	-35	-
ED DKHILA	133	-167
SED SOUSSE NORD	1 694	192
SOUSSE PALACE	0	0
SKANES PALACE INTERNATIONAL	0	0
SED HAMMAMET SUD	40	8
AMS	-2 390	-1 902
STIA	-3 331	-2 422
SICOAC	434	71
SACEM	0	0
L'IMMOBILIERE DE L'AVENUE	-1 070	-41
STCT	-10	-9
STCV VERITAS	208	111
STAFIM PEUGEOT	1 144	569
HOTEL DREAMS BEACH	-138	-
STAD	-	0
SIMET	-	-86
LELLA HADRIA	-	-5
PARTNER CONSEIL	-	-11
HOTEL DALIA	-	0
HOTEL YOUNES	-	-200
HOTEL ZODIAC	-	-472
HOTEL NOVA PARK	-	0
TOTAL	5 795	21 558



**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES
DE LA SOCIETE TUNISIENNE DE BANQUE
(AU 31 DECEMBRE 2004)**

Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous avons procédé à l'audit des états financiers consolidés de la Société Tunisienne de Banque arrêtés au 31 Décembre 2004, et qui font apparaître un total bilan net de 4 500 578 mille dinars et un résultat consolidé de 5 795 mille dinars.

Notre audit a été effectué conformément aux normes de révision comptable généralement admises incluant les épreuves et sondages que nous avons jugés nécessaires eu égard aux circonstances.

Nous avons constaté une inadéquation des procédures de contrôle interne, des systèmes d'information et de sécurité informatique au niveau de la Société consolidante.

Les rapports des commissaires aux comptes de 27 sociétés du groupe ne nous ont pas été communiqués.

Par ailleurs, les informations financières contenues dans le rapport de votre conseil d'administration relatif à l'exercice clos au 31 Décembre 2004, sont conformes aux états financiers ci-dessus indiqués .

Sur la base des documents qui nous ont été présentés, des diligences accomplies et à l'exception de ce qui est précédemment mentionné, nous certifions que les états financiers consolidés de la Société Tunisienne de Banque arrêtés au 31 Décembre 2004 sont pour tout aspect significatif , réguliers et sincères et reflètent la situation financière et patrimoniale de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation au 31 Décembre 2004 et le résultat de ses opérations réalisées au cours de la période du 1^{er} Janvier au 31 Décembre 2004.

LES CO- COMMISSAIRES AUX COMPTES

Mourad Guellaty

ORGA AUDIT

Ben Afia Mohamed Salah

